

307 9/18

235



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 28 SEPTEMBRE 1918.

QUEBEC, SATURDAY, 28TH SEPTEMBER, 1918.

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz :

Québec, 19 septembre 1918.

Quebec, 19th September, 1918.

M.M. Jean Grégoire, cultivateur, et Alphonse St-Hilaire, marchand, de la paroisse des Saints-Anges, juges de paix pour le district de Beauce ;

Jean Grégoire, farmer, and Alphonse St-Hilaire, merchant, of the parish of Saints-Anges, to be justices of the peace for the district of Beauce.

M.M. Pierre Allard, cultivateur, et Albert Moxon, comptable, de Kénogami, comté de Chicoutimi, juges de paix pour le district de Chicoutimi. 3641

Pierre Allard, farmer, and Albert Moxon, accountant, of Kenogami, county of Chicoutimi, to be justices of the peace for the district of Chicoutimi. 3642

Proclamation

Proclamation

Canada, Province de Québec.

P.-E. LEBLANC.

Canada, Province of Quebec.

P.-E. LEBLANC.

[L.S.]
GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Ir-

[L.S.]
GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of

lande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'en
Assistant-Procureur- } vertu de la loi
Général. } 6 George V, chapitre 8,
le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation qui entre en vigueur au jour qu'il indique, créer des municipalités de cantons, de cantons-unis et des municipalités de partie de cantons, dans le territoire des comtés de Pontiac et de Temiscamingue, situé au nord de la ligne 48° de latitude, pourvu que ces cantons ou parties de cantons remplissent les conditions exigées par la dite loi ;

ATTENDU qu'une requête signée par plus de quinze propriétaires ou occupants résidant dans la partie sud-ouest du canton Languedoc et dans la partie nord-ouest du canton Privat, territoire compris dans la municipalité de la deuxième division du comté de Temiscamingue et situé au nord de la ligne 48° de latitude, Nous a été présentée, demandant d'ériger ce territoire en municipalité de parties de cantons ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ces parties des cantons Languedoc et Privat ne sont comprises dans aucune municipalité locale, qu'elles sont voisines l'une de l'autre et dans le même comté, et qu'elles sont contiguës à une municipalité locale formée en vertu de la dite loi 6 George V, chapitre 8, et enfin qu'il y a, dans ce territoire, au moins cent lots octroyés pour des fins de colonisation ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que la description technique de ce territoire faite selon les exigences de la loi et figurant le territoire dont on demande l'érection en municipalité locale a été approuvée par Notre Ministre des Terres et Forêts ;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de ce territoire en municipalité :

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, et conformément aux dispositions de la loi 6 George V, chapitre 8, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire situé dans la seconde division du comté de Temiscamingue, formé des lots numéro de un (1) à trente et un (31) inclus de chacun des premier, deuxième, troisième, quatrième et cinquième rangs des cantons Languedoc, et des lots numéros de un (1) à trente et un (31) inclus de chacun des huitième, neuvième et dixième rangs du canton Privat, et borné comme suit : à l'ouest, par la municipalité des cantons-unis de Royal-Roussillon et Poularies ; à l'est, par la ligne centrale, ou ligne séparative des lots numéros trente et un et trente-deux (31 et 32) dans chacun des dits cantons Languedoc et Privat ; au nord, par la ligne frontale du sixième rang du canton Languedoc ; au sud, par l'arrière ligne du septième rang du canton Privat, sera érigé en municipalité sous le nom de "La municipalité d'Authier" à compter de ce jour.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS in and
Deputy-Attorney- } by virtue of the
General. } Act 6 George V, chapter 8, the Lieutenant-Governor may, by a proclamation, which shall come into force on a day to be fixed thereby, create municipalities of townships, united townships and municipalities of part of townships, in the territory of the counties of Pontiac and Temiscamingue, situate to the north of the 48th parallel of latitude, provided such townships or parts of townships fulfill the requirements of said Act.

Whereas application, by a petition signed by more than fifteen owners or occupants residing in the southwest part of the township of Languedoc and in the northwest part of the township of Privat, included in the municipality of the second division of the county of Temiscamingue and situate to the north of the 48th parallel of latitude, has been made to Us, for the erection of this territory into a municipality of parts of townships ;

WHEREAS it has been shewn to Us that these parts of the townships of Languedoc and Privat do not form part of any local municipality, that they are adjacent to one another and in the same county and are contiguous to a local municipality created under the said Act 6 George V, chapter 8, and finally that there are, in this territory, over one hundred lots granted for settlement purposes ;

WHEREAS it has been shewn to Us that the technical description of this territory made according to the requirements of the law and showing the territory sought to be erected into a local municipality has been approved by Our Minister of Lands and Forests ;

WHEREAS all other legal formalities have been complied with and that, in consequence, We have deemed fit to grant the application made to Us for the erection of this territory into a municipality

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Act 6 George V, chapter 8, We declare, by these presents, that the following territory, viz :

All that territory situate in the second division of the county of Temiscamingue, made up of the lots numbers one (1) to thirty one (31), both inclusive, of each of the first, second, third, fourth and fifth ranges of the township of Languedoc, and the lots numbers one (1) to thirty one (31) both inclusive, of each of the eighth, ninth and tenth ranges of the township of Privat, and bounded as follows : on the west by the municipality of the united townships of Royal-Roussillon and Poularies ; on the east by the central or divisional line of the lots numbers thirty one and thirty two (31 and 32) in each of said townships Languedoc and Privat, on the north by the front line of the sixth range of the township of Languedoc and on the south by rear line of the seventh range of the township of Privat, shall, from this day, be erected into a municipality under the name of "the municipality of Authier".

Of all which Our loving subject, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE, en l'année mil neuf cent dix-huit de l'ère chrétienne et de Notre règne la neuvième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province.

3639

C.-J. SIMARD.

Lettres patentes

"General Transfer, Incorporated".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de septembre 1918, constituant en corporation MM. Gaëtan Guérin, avocat, Antoine Boileau, Joseph-Wilfrid Lavoie, notaires, Laura Clermont, sténographe, et Louis-Joseph Boileau, notaire, de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce de voituriers et de transport sous toutes ses formes ;

Exercer en général le commerce de voitures de toutes sortes ;

Acquérir, recevoir, posséder, aliéner, échanger les biens meubles et immeubles nécessaires et requis pour atteindre les objets de la compagnie, et disposer desdits biens de toutes façons ;

Acheter, louer, détenir et acquérir toute entreprise d'une nature semblable en tout ou en partie à celle que la compagnie se propose d'exploiter ;

Hypothéquer et affecter les immeubles de la compagnie et donner en gages ou en nantissement les biens meubles de ladite compagnie ;

Emettre des actions libérées, des obligations ou des débetures en paiement total ou partiel du prix d'acquisition de propriétés mobilières et immobilières, des droits, privilèges, réclamations, licences, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir de même qu'en paiement de services rendus, soit en rapport avec la formation de la compagnie, soit au cours de ses opérations, sous le nom de "General Transfer, Incorporated", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de septembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,

3637-39-2

C.-J. SIMARD.

"Canadian Graphophone Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17 septembre

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this TWENTIETH day of SEPTEMBER, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and eighteen and in the ninth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

3640

Assistant Provincial Secretary.

Letters patent

"General Transfer, Incorporated".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1918, incorporating Messrs. Gaëtan Guérin, advocate, Antoine Boileau, Joseph-Wilfrid Lavoie, notaries, Laura Clermont, stenographer, and Louis-Joseph Boileau, notary, of Montreal, for the following purposes :

To generally carry on in all its branches the business of carriers and conveyors under every form ;

To generally deal in vehicles of all kinds ;

To acquire, receive, hold, alienate, exchange the moveable and immoveable property necessary and required to attain the objects of the company and dispose of the said property in any manner ;

To purchase, lease, hold and acquire any undertaking of a similar nature in whole or in part to that which the company intends to carry on ;

To hypothecate and affect the immoveables of the company and give as security or pledge the moveable property of the said company ;

To issue paid up shares, bonds or debentures in whole or part payment for the purchase price of moveable and immoveable property, rights, privileges, claims, licenses, concessions or other advantages that the company may lawfully acquire and also for services rendered, either in connection with the formation of the company or in the course of its operations, under the name of "General Transfer, Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of September, 1918.

C. J. SIMARD,

3638-39-2

Assistant Provincial Secretary.

"Canadian Graphophone Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th September,

1918, constituant en corporation MM. William Despocas, marchand, Alfred Cinq-Mars, avocat, Gabrielle Vézina et Alice Fortin, commis, Montréal, Elmière Havard, marchande, Saint-Laurent, P. Q., dans les buts suivants :

Faire le commerce de pianos, graphophones, d'instruments de musique de tout genre quelconque et de tous les objets se rapportant à ces commerces ;

Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre tous les objets compris dans lesdits commerces ;

Etre agents pour faire lesdits commerces ;

Acquérir par achat, par bail ou autrement, de toute personne, société ou compagnie, comme une affaire en opération ou autrement, tout fonds de commerce de personne ou compagnie exerçant les commerces ci-dessus mentionnés, sous le nom de "Canadian Graphophone Company, Limited", avec un capital social de soixante-quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de septembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
3661—39-2 C.-J. SIMARD.

1918, incorporating Messrs. William Despocas, merchant, Alfred Cinq-Mars, advocate, Gabrielle Vézina and Alice Fortin, clerks, of Montreal, Elmière Havard, public trader, of Saint Laurent, P. Q., for the following purposes :

To deal in pianos, graphophones, musical instruments of all kinds whatever, and in all articles incidental thereto ;

To manufacture, import, export, buy and sell all articles included in the aforesaid businesses ;

To act as agents for the carrying on of the aforesaid businesses ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, from any person, firm or company, as a going concern or otherwise, any stock in trade, of any person or company engaged in the above businesses, under the name of "Canadian Graphophone Company, Limited", with a capital stock of seventy five thousand dollars (\$75,000.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of September, 1918.

C. J. SIMARD,
3662—39-2 Assistant Provincial Secretary.

" Club Iberville, limitée "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatrième jour de septembre 1918, constituant en corporation M.M. C.-Alcide Papineau, voyageur ; Pierre-C. Thuot, bourgeois ; Odilon mette, contre-maître ; Ernest Thuot, marchand ; Joseph Denicourt, contre-maître ; Chs-H. Mailhot, entrepreneur, de Iberville, dans les buts suivants :

Droit d'avoir un emplacement, d'y recevoir les personnes régulièrement inscrites comme membres, de les loger et leur donner à manger de leur vendre des liqueurs enivrantes, et tous autres pouvoirs propres à assurer le bon fonctionnement dudit club, et à atteindre les fins pour lesquelles ce club est créé, soit pour des fins sportives, sociales et littéraires le tout sujet aux articles 966, S. R. Q., 1909, sous le nom de " Club Iberville Limitée ", avec un fonds social de trois cents piastres (\$300.00), divisé en trente (30) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Iberville.

Datée du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de septembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
3501 C.-J. SIMARD.

" Scierie Degrosbois, limitée "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du troisième jour de septembre 1918, constituant en corporation M.M. René Chênevert, Léopold Barry, avocats, Philius Laplante, agent, Georges McGowan, gérant, Thomas Robillard, huissier, de Montréal, dans les buts suivants :

Posséder, bâtir et opérer des scieries, moulins excelsior, moulins à écorcer et autres installations pour la manufacture et le finissage des produits du bois ;

Posséder et exploiter des magasins pour l'achat et la vente de tous genres de marchandises ;

" Club Iberville, limitée "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth September, 1918, incorporating C.-Alcide Papineau, traveler ; Pierre-C. Thuot, gentleman ; Odilon Ouimette, foreman ; Ernest Thuot, merchant ; Joseph Denicourt, foreman ; Chs-M. Mailhot, contractor, of Iberville, for the following purposes :

To own a club house and receive therein persons duly registered as members, lodge and board same, to sell them intoxicating beverages, and to have other rights necessary for the proper working of said club and the attainment of the purposes for which this club is formed, either sporting, social and literary purposes, the whole subject to articles 966 Q. R. S., 1909, under the name of " Club Iberville, Limitée ", with a capital stock of three hundred dollars (\$300.00), divided into thirty (30) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Iberville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of September, 1918.

C.-J. SIMARD,
3502—38-2 Assistant Provincial Secretary.

" Scierie Degrosbois, limitée "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province Quebec, bearing date the third September, 1918, incorporating René Chênevert, and Léopold Barry, advocates ; Philius Laplante, agent, George McGowan, manager ; Thomas Robillard, bailiff, of Montreal, for the following purposes :

To own, build and operate sawmills, excelsior mills, rossing mills and other wood products, manufacturing and finishing plants ;

To own and operate stores, for the buying and selling of all kinds of merchandise ;

Posséder, acheter, vendre et exploiter des limites forestières et terres et se livrer à tous genres d'entreprises se rapportant aux dites limites forestières, terres et propriétés immobilières ;

Acquérir et posséder l'actif, la propriété, les privilèges, franchises, propriétés immobilières, entreprises et autres droits, de toute autre compagnie, ou personnes, engagées dans un genre d'affaires similaires à celle de la compagnie, et généralement l'industrie de toute personne ou compagnie engagée dans une industrie que cette compagnie est autorisée à exercer, et acquérir les dites industries et en effectuer le paiement en actions acquittées en tout ou en partie, assumer toutes les dettes s'y rapportant, s'il y en a, et payer en actions-capital toutes obligations que la compagnie peut avoir contractées ;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'une partie d'icelle pour telle considération en argent, actions, débetures ou autres valeurs que la compagnie jugera convenable, sous le nom de "Scierie Degrosbois, limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Degrosbois, comté de Terrebonne.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de septembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
3503—38-2 C.-J. SIMARD.

"Transactions, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du troisième jour de septembre 1918, consistant en corporation: M.M. Hormisdas St-Amant, comptable; Lucien Morin, étudiant; Demoiselles Esther de la Martellière, sténographe; Elise Godbout, caissière et Albina Deguise, sténographe, de Montréal, dans les buts, suivants :

Acquérir, posséder, exploiter, vendre, aliéner et louer toutes espèces de biens mobiliers et immobiliers, terrains, mines, carrières, pouvoirs d'eau, fabriques et industries quelconques, brevets d'invention, marques de commerce, créances et biens mobiliers de toutes sortes, y compris le droit de faire le commerce de tous matériaux, marchandises, propriétés, mobilières et immobilières, de les hypothéquer, vendre, échanger ou autrement aliéner, construire et exploiter et de faire toutes affaires se rapportant à ces objets ;

Acquérir les biens et affaires, en tout ou en partie, de toutes personnes ou compagnies en tout ou en partie, semblables à ceux de la présente compagnie, ou vendre ses biens et affaires à toutes telles compagnies et personnes, y compris les actions et obligations de toutes telles compagnies, et payer pour telles acquisitions en actions, obligations ou autres valeurs de cette compagnie et de toute autre, souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans toutes autres compagnies foncières; vendre ou transiger sur ses biens pour toutes considérations que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débetures, obligations ou autres garanties de toutes autres compagnies; signer, accepter et endosser tous billets promissoires, lettres de change, mandats et autres valeurs négociables, faire des avances en argent ou prêts aux clients et autres personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution de tous contrats ;

Emprunter toutes sommes d'argent sur hypothèque des biens de la compagnie ou sur la simple

To own, buy, sell and exploit timber limits and lands and to engage in all kinds of undertakings incidental to said timber limits, lands and immoveable property ;

To acquire and own the assets, property, privileges, franchises, immoveables, undertakings and other rights of any other company or persons engaged in any business similar to that of the company and generally the business of any person or company engaged in a business which this company is authorized to carry on, and acquire said businesses and pay for same, in whole or in part, in paid up shares, to take over all debts connected with same, if any and pay with stock any obligations which the company may have contracted ;

To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof for such consideration in cash, shares, debentures or other securities as the company may think fit, under the name of "Scierie Degrosbois, Limitée" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Degrosbois, county of Terrebonne.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of September, 1918.

C.-J. SIMARD,
3504—38-2 Assistant Provincial Secretary.

"Transactions, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of September, 1918, incorporating M.M. Hormisdas St-Amant, accountant; Lucien Morin, student; Misses Esther de la Martellière, stenographer; Elise Godbout, cashier, and Albina Deguise, stenographer, of Montreal, for the following purposes ;

To acquire, own, operate, sell, alienate and lease all kinds of moveable and immoveable property, lands, mines, quarries, water powers, factories and industries whatsoever, patents, trade marks, claims and moveable property of every kind including the right to deal in all materials, merchandise, moveable and immoveable property, hypothecate, sell, exchange or otherwise alienate, construct on and exploit same, and do everything in connection therewith ;

To acquire in whole or in part the property and business of any persons or companies altogether or partly similar to those of the present company or sell its property and business to any such companies or persons, including the shares and bonds of any such companies, and to pay for such acquisition in shares, bonds, debentures or other securities of such companies, to subscribe for or otherwise acquire and hold shares in any other financial companies ; to sell or deal with its own property for such considerations as the company may deem proper and in particular for shares, debentures or other securities of any other companies ; to sign, accept, endorse any promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable instruments, to make advances of money or loans to customers and other persons having dealings with the company and to guarantee the execution of all contracts ;

To borrow any sums of money by mortgage on the property of the company or on the simple

responsabilité personnelle de la compagnie en vertu d'une résolution adoptée régulièrement par son bureau de direction dans le cours ordinaire de ses affaires, émettre des bons, obligations ou autres valeurs ;

Eriger toutes constructions, soit à son compte ou pour le compte d'autres personnes, entreprendre tous travaux, faire le commerce de matériaux, marchandises et de tous objets et effets de commerce, soit à titre de principal ou d'agent ;

Agir comme agents ou courtiers dans toutes affaires de la nature de celles mentionnées ci-dessus, soit à titre de principal ou d'agents ;

Rémunérer par paiements en argent, actions ou obligations de cette compagnie ou de toute autre manière, toutes personnes ou corporations pour services rendus, émettre et allouer des actions acquittées bons ou obligations de cette compagnie ou de toute autre en paiement de tels services ainsi qu'en paiement de toutes affaires, propriétés, droits ou privilèges, actions ou autres valeurs ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu de ses pouvoirs ; et généralement faire toutes transactions mobilières et immobilières et toutes choses se rapportant comme principal ou accessoire aux objets ci-dessus mentionnés, sous le nom de "Transactions, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de une piastre (\$1.00), chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de septembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
3505—38-2 C.-J. SIMARD.

"Tidewater Realities, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de septembre 1918, constituant en corporation M.M. J. W. Norcross, directeur-gérant de "Canada Steamship Lines" ; H.-W. Cowan, gérant d'exploitation de la même cie ; F. Percy Smith, secrétaire, de la même cie, de Montréal ; Alfred-J. Touin, agent, de la même cie, et Jacques Bureau, avocat, de Trois-Rivières, pour les fins suivantes :

Acheter acquérir, améliorer, exploiter, construire, administrer, louer et faire valoir des terrains, propriétés ou privilèges, d'aucune personne, d'aucune autorité suprême, municipale, locale ou autre, remplir les stipulations et conditions des contrats et les exécuter, se procurer ou aider à se procurer aucune ordonnance provisoire ou licence, aucun permis, aucune franchise ou autre autorisation permettant à la compagnie d'accomplir ses objets, y compris la mise à effet de ses chartes ou des lois lui conférant aucune juridiction ;

Acquérir par octroi, achat ou autrement, la concession d'aucune propriété ou de privilèges, bonus d'aucun gouvernement ou pouvoir suprême, municipal, local ou autre, mettre à exécuter et remplir les conditions et stipulations des contrats, obtenir ou aider à obtenir aucune ordonnance provisoire ou autre, aucune licence, aucun permis, aucune franchise ou autre autorisation mettant la compagnie en état de donner suite à aucun de ces objets, y compris les chartes ou lois qui lui confèrent juridiction ;

Accepter, acquérir ou autrement détenir des actions dans d'autres corporation totalement ou partiellement semblables à la présente compagnie, et susceptible de profiter directement ou indirectement à la présente corporation ;

personal responsibility of the company in virtue of a resolution regularly passed by the board of directors in the ordinary course of its business, issue bonds, debentures or other securities ;

To erect any structures either on its own account or for the account of other persons, undertake any work, deal in materials, merchandise and any objects and articles of trade, either as principal or agent ;

To act as agents and brokers in any business of a like nature to the above, either as principal or agent ;

To remunerate in cash or by shares or bonds or in any other manner all persons or corporations for services rendered, to issue and allot paid up shares, bonds, or obligations of the company in payment of such services and in payment of any business property, rights, privileges, shares or other securities or rights which the company may legally acquire by virtue of its powers, and generally to carry on any moveable and immovable transactions or things incidental or accessory to the above mentioned objects, under the name of "Transactions, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of September, 1918.

C.-J. SIMARD,
3506—38-2 Assistant Provincial Secretary.

"Tidewater Realities, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1918, incorporating M.M. J.-W. Norcross, managing director of the Canada Steamship Lines, H.-W. Cowan, operating-manager of same company ; F. Percy Smith, secretary, of same Co., of Montreal, Alfred J. Gouin, agent, of same company, and Jacques Bureau, advocate, of Trois-Rivières, for the following purposes :

To purchase, acquire, improve, exploit, build, manage, sell, lease and turn to account lands, properties, or privileges, from any individual person, or from any authority supreme, municipal local or other, and to perform and fulfill the terms and conditions thereof to obtain or assist in obtaining any provisional or other order or license, permit, franchise or other authority for enabling the company to carry on any of its objects into effect including charters, or laws conferring any jurisdiction ;

To acquire by grant, purchase or otherwise, concession of any property or privileges, bonus, from any government or from any authority, supreme, municipal, local, or otherwise and to perform and fulfill the terms and conditions thereof, to obtain or assist in obtaining any provisional or other order or license, permit, franchise or other authority for enabling the company to carry on any of the objects into effect including charters or laws conferring any jurisdiction ;

To accept, acquire or otherwise hold share in other companies wholly or partly similar to the present company, and calculated to directly or indirectly benefit the present company ;

Bâtir, maintenir et altérer aucune construction ou installation, des maisons ainsi que leurs annexes, qui sont nécessaires ou conviennent aux fins de la compagnie ;

Emprunter de l'argent et en garantir le remboursement de la manière que la compagnie croira convenable, et spécialement par émission de débetures comportant hypothèque sur la totalité ou aucune partie de la propriété de la corporation ; racheter et éteindre ces obligations ;

Faire, tirer, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissaires, lettres-de-changes, mandats et aucuns autres instruments négociables et transférables ;

Vendre et aliéner la totalité ou aucune partie de l'entreprise corporative moyennant le prix que la compagnie trouvera avantageux, et en particulier pour des actions, débetures, obligations et valeurs d'aucune compagnie exerçant un commerce de même nature que celui de la compagnie ou aucune autre industrie ;

Afin de faire connaître les produits de la compagnie, prendre tous les moyens jugés appropriés, et spécialement annoncer dans les journaux, publier des livres et revues, accorder des récompenses, prix et dons pour le bénéfice de la compagnie ;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, grever, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie ;

Diviser en lots à bâtir, avoir et posséder des rues, parcs, promenades pour la commodité des possesseurs ou propriétaires d'aucune propriété de la compagnie, faire aussi dresser, préparer et enrégistrer le cadastre d'aucune telle subdivision ;

Assurer aucune propriété de la compagnie dans aucune compagnie d'assurance mutuelle ou autre ;

Placer les deniers de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée, aussi émettre des actions libérées, des obligations ou des débetures en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété mobilière ou immobilière, foncière ou personnelle, des droits, réclamations, privilèges, agences, concessions ou des autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir, émettre aussi ces actions acquittées et non-sujettes à appel, ces obligations ou ces autres valeurs en paiement total ou partiel ou en échange d'actions, obligations, débetures, agences ou autres valeurs d'aucune autre compagnie ou personne exerçant un commerce en tout ou en partie semblable ou se rattachant au commerce de la corporation ;

Exercer généralement, sous toutes ses formes, le commerce de courtiers en immeubles, propriétaires et trafiquants en biens-fonds, acheter aussi ou autrement acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce d'aucune personne, compagnie exerçant aucun commerce semblable à celui que la compagnie est autorisée à exercer, sous le nom de "Tidewater Realities, Limited", avec un fonds social de deux cent mille piastres (\$200,000.00), divisé en deux mille (2,000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de septembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,

3507—38-2

C.-J. SIMARD.

To construct, maintain and alter any construction or work, houses and their dependencies necessary or convenient for the company's objects ;

To borrow money and guarantee the payment of same in the manner which the company may think convenient, and in particular to issue debentures, bearing a lien on the whole or part of the company's property; to redeem and pay for such securities ;

To make, draw, accept, endorse, discount, pay, and issue promissory notes, bills of exchange warrants and any negotiable and transferable instruments ;

To sell and dispose of the whole or part of the company for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures and bonds and securities, of any company carrying on business germane to that of the company or any other industry ;

To take all means deemed suitable of making known the products of the company, and especially by advertising in a newspaper, the publication of books and reviews, the awarding of prizes, rewards and gifts for the benefit of the company ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, hypothecate, alienate, turn to account or otherwise dispose of the whole or part of the property and rights of the company ;

To divide into building lots, own and possess streets, parks, promenades for the convenience of the possessors or owners of any of the property of the company and to have a cadastre drawn and prepared and registered for any such subdivision ;

To insure any of the company's property in any mutual insurance or other insurance company ;

To invest and deal with the money of the company in such manner as may from time to time be determined, and to issue paid up shares, bonds or debentures for the payment of either in whole or in part of any property moveable or immoveable, real or personal, right, claim, privileges, agencies, concessions or other advantages which the company may lawfully acquire, and also to issue such fully paid up and non assessable shares, bonds, or other securities in payment or part payment or exchange for the shares, bonds, debentures, agencies or other securities, of any other company, or person doing business similar in whole or in part or incidental to the business of this company ;

To carry on generally in all the branches thereof the business of real estate agents, and real property owners and traders, and to buy or otherwise acquire and take over the whole or part of the business of any person, company carrying on a business similar to that which the company is authorized to carry on, under the name of "Tidewater Realities, Limited", with a capital stock of two hundred thousand dollars (\$200,000.-00), divided into two thousand (2000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in Trois-Rivières.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of September, 1918.

C.-J. SIMARD,

3507—38-2

Assistant Provincial Secretary.

**"Harricana Lumber Mills Company,
Limited".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de septembre 1918, constituant en corporation M.M. St. Denys Prévost, industriel, de Sainte-Catherine, comté de Portneuf; François Xavier Lemieux, secrétaire; Arthur Déry, libraire; Marc Aurèle Lemieux, avocat et Henri Gauvin, médecin-vétérinaire de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter des moulins à scie, faire le flottage du bois, acheter, vendre et faire le commerce de bois de toute sorte, en gros et en détail, acquérir par achat ou autrement posséder ou louer, vendre ou faire le commerce de concessions forestières, limites à bois, terres boisées, terres à bois de commerce, bois debout, lots de grèves, droits riverains, terrains d'estacades, droits de flottage, quais, emplacements de moulins à scie, moulins de toute sorte, fermes, lots à bâtir et tous autres immeubles dont la compagnie peut avoir besoin;

Construire, améliorer, louer, entretenir, exploiter, gérer, exécuter ou surveiller des chemins, routes, voies latérales, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, voies d'évitement pour chemins de fer, jetées, pontons, canaux de flottage, réservoirs, écluses, barrages, digues, routes navigables et flottables et aussi les vendre ou autrement en disposer;

Construire, réparer, exploiter, affreter et faire naviguer des bateaux, remorqueurs, barges ou autres vaisseaux à gazoline ou à vapeur;

Faire le commerce général en gros et en détail de marchandises sèches, épicerie, quincailleries, provisions et tous autres effets de commerce quelconque;

Acquérir par un moyen légal la totalité ou partie du commerce des propriétés et franchises, de l'achalandage, droits et privilèges que possèdent une personne, société ou corporation exerçant une industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, les payer en tout ou en partie en numéraire, en actions libérées ou d'autres valeurs de la compagnie, sous le nom de "Harricana Lumber Mills Company, Limited", avec un fonds social de vingt-mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune;

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de septembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
3529-38-2 C.-J. SIMARD.

**"Harricana Lumber Mills Company,
Limited".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of September, 1918, incorporating M.M. St. Denys Prévost, manufacturer, of Sainte Catherine, county of Portneuf, François-Xavier Lemieux, secretary; Arthur Déry, stationer; Marc-Aurèle Lemieux, advocate, and Henri Gauvin, veterinary-surgeon, of Quebec, for the following purposes:

To operate sawmills, float timber, purchase, sell and deal in lumber of every kind, wholesale and retail, acquire by purchase or otherwise, hold or lease, sell or deal in forest concessions, timber limits, wooded lands, timber lands, standing timber, shore lots, riparian rights, land for booms, floating rights, wharves, mill sites, mills of all kinds, farms, building lots and any other immovables the company may need;

To construct, improve, lease, maintain, operate manage, make or superintend roads, lanes, by-roads, reservoir bridges, water courses, wharves railway sidings, piers, pontoons, canals for floating reservoirs, dams, weirs, dikes, navigable and floatable routes and also sell or otherwise dispose of same;

To construct, repair, operate, charter and sail boats, tugs, barges or other gasoline or steam vessels;

To deal generally wholesale and retail in dry-goods, groceries hardware, provisions and any other articles of commerce whatever;

To acquire in a legal manner the whole or part of the property, franchises, goodwill, rights and privileges of any person, firm or company carrying on a business which the present company is authorized to carry on and to pay for the above in whole or in part in cash, paid up shares or other securities of the company, under the name of "Harricana Lumber Mills Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of September, 1918.

C.-J. SIMARD,
3530-38-2 Assitant Provincial Secretary.

"Quebec Elevator & Milling, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour de septembre 1918, constituant en corporation M.M. Alfred Gravel, commis; Ernest Lefebvre, gérant-vendeur; Charles-Edmond Taschereau, notaire public; Joseph Philéas Cantin, notaire public; Delle Elzire Rochette, sténographe, de la cité de Québec, pour les fins suivantes:

Etre propriétaires et "opérateurs" d'élevateurs à grains et d'entrepôts, faire le négoce de meuniers; acheter tous grains, semences et produits des fermes; fabriquer tous les produits utiles qui en découlent et les vendre; construire et activer tous les moulins nécessaires, les élévateurs, entrepôts, usines et machines; agir comme commerçants de grains dans l'achat et la vente

"Quebec Elevator & Milling, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1918, incorporating M.M. Alfred Gravel, clerk; Ernest Lefebvre, sales-manager; Charles-Edmond Taschereau, notary public; Joseph-Philéas Cantin, notary public; Miss Elzire Rochette, stenographer, of the city of Quebec, for the following purposes;

To carry on business of owning and operating grain elevators and warehouses to carry on the business of millers; to purchase any and all grain, seeds and farm products; to manufacture and sell all useful products therefrom; to erect and operate all necessary mills, elevators, warehouses, plant and machinery; to act as grain dealers in the purchase and sale of all seeds, grain

de toutes semences, graines ou des autres produits de la ferme ; agir aussi comme agents rémunérés ou autrement, de toutes personnes, dans l'achat, la mise en entrepôt et la vente de ces grains, semences et produits de la terre ;

Acheter, vendre, manufacturer, broyer et moudre toutes les sortes de grains ;

Manufacturer, acheter, ou autrement acquérir, détenir, posséder, grever, vendre, céder et transférer ou autrement aliéner, placer, faire le négoce et le commerce et disposer des céréales et autres produits des céréales ainsi que de leurs dérivés, aussi de tous les articles qui entrent dans leur fabrication, vente et aliénation, et généralement exercer le commerce de fabricants et négociants de céréales et produits des céréales, ainsi que de leurs sous-produits, et, en rapport avec ce commerce, acquérir par bail, licence, achat ou autrement les marques de commerce, noms de commerce, étiquettes et plans, la force hydraulique, électrique ou autre, l'utiliser et disposer de l'excédent, dans le district de Québec ;

Construire, acquérir, exploiter, louer, céder à bail, hypothéquer, vendre ou autrement aliéner des élévateurs pour l'emmagasinage du blé, des grains ou des autres produits, avec les engins, installations, machines et appareils requis pour cela, et aussi des hangars, bassins flottants, élévateurs, cales-sèches, magasins et entrepôts pour y recevoir et emmagasiner le froment, les grains et les autres produits ainsi qu'aucuns autres effets, denrées et marchandises, et généralement se livrer aux opérations des possesseurs d'élévateurs et entrepôts, et en rapport avec ces opérations, acquérir par bail, licence, achat ou autrement la force motrice hydraulique ou autre, l'utiliser et disposer d'aucun excédent, dans le district de Québec ;

Construire, acquérir, affréter, actionner, prendre ou céder à bail, grever, vendre ou autrement aliéner toutes espèces de navires à vapeur et à voile, de barges, bateaux et autres vaisseaux, des quais, docks, cales-sèches, usines, hangars à marchandises, gares et d'autres bâtisses et termini de navires à vapeur ;

Fabriquer, acheter, vendre et faire le commerce des grains, de la fleur, farine et autres produits agricoles, et à ces fins exercer le négoce de meuniers, expéditeurs, entrepositeurs et courtiers ;

Acheter et vendre des grains et autres produits de la ferme, et faire de la fleur et des sous-produits du pain, et exercer un négoce de propriétaires d'élévateurs à grains ;

Exercer le commerce d'achat, de vente, d'emmagasinage, d'expédition et négoce du grain, celui de fabrication, achat et vente de la farine et autres produits des grains ;

Construire, acquérir, exploiter, prendre et céder à bail, faire, vendre ou autrement disposer d'élévateurs pour l'emmagasinage du blé, des grains et autres produits, avec pouvoir d'acquérir, louer et utiliser la force hydraulique, électrique ou autre pour les fins dudit négoce ; construire, acquérir, affréter, vendre, louer, exploiter et autrement disposer de toutes sortes de navires à vapeur et à voile, des barges, des bateaux ou autres vaisseaux, quais, docks, usines, gares et autres structures ;

Acquérir et détenir des actions dans aucun navire en rapport avec le commerce de la compagnie, et administrer, faire naviguer et exploiter ces navires ; acquérir des actions dans aucune compagnie constituée pour posséder, administrer et exploiter aucuns navires, aussi louer, prendre à bail et affréter aucun tel navire ;

Exercer, sous toutes ses formes, le commerce de la navigation, transport, entrepôt, propriétaires de quais et de compagnie d'élévateurs à

or other farm products ; and to act as agents for remuneration or otherwise for all parties in the purchase, storing and sale of such grain, seeds and farm products ;

To buy, sell, manufacture, grind and hash all kinds of grain ;

To manufacture, purchase or otherwise acquire, hold, own, mortgage, sell, assign and transfer or otherwise dispose of, invest, trade, deal in and deal with cereals and cereal products and the by-products thereof, and all articles entering into manufacture thereof and the sale and disposition thereof, and generally to carry on the business of manufacturers of, and dealers in cereals and cereal products and the by-products thereof and in connection therewith ; to acquire by lease, license, purchase or otherwise trade marks, trade names, labels and designs, and hydraulic, electric or other power, and to utilize the same and dispose of any surplus power in the district of Quebec ;

To construct, acquire, operate, hire, lease, mortgage, sell or otherwise dispose of elevators for elevating wheat, grain and other produce, with the requisite engines, plant, machinery and appliances therefor, and also sheds, floating docks and elevators, dryers, stores and warehouses for the reception and storage of wheat, grain and other produce and any other goods, wares, merchandise and effects, and generally to carry on an elevator and storage business, and in connection therewith, to acquire by lease, license, purchase or otherwise hydraulic, electric or other power and to utilize the same and dispose of any surplus power in the district of Quebec ;

To construct, acquire, charter, operate, hire, lease, mortgage, sell or otherwise dispose of all kinds of steam and sailing vessels, barges, boats and other vessels, wharves, docks, dry docks, workshops, warehouses, freight sheds, stations and other buildings and steamboats terminals ;

To manufacture, buy, sell and deal in grain, flour, meal and other agricultural produce and for the said purposes to carry on the business of a miller, shipper, forwarder, warehouseman and broker ;

To buy and sell grain and other farm products and to manufacture flour and the by-products of grain and to carry on a grain-elevating business ;

To carry on the business of purchasing, selling, storing, shipping and dealing in grain, and manufacturing, buying, and selling flour and other products of grain ;

To construct, acquire, operate, hire, lease, make, sell, or otherwise dispose of elevators for elevating wheat, grain and other products and with power to acquire, lease and utilize hydraulic, electric or other power for the purposes of the said business ; to construct, acquire, charter, sell, lease, operate and otherwise dispose of all kinds of steam or sailing barges, boats or other vessels, wharves, docks, workshops, stations and other buildings ;

To acquire and hold shares in any ship or ships in connection with the company's business, and to manage, navigate and operate the same ; and to acquire shares in any company incorporated for the purpose of owning, managing and operating any ship or ships, and to lease, hire and charter any such ship ;

To carry on, in all its branches, the business of a navigation, transportation, warehousing, wharfinger and grain elevating company and,

grain et, à ces fins, posséder et exploiter des vaisseaux, entrepôts, des docks et élévateurs, et comme source de revenu, dans l'exercice du négoce de la compagnie, faire commerce d'effets, denrées et marchandises ;

Et sans restriction à la généralité des pouvoirs précités, faire toutes choses et matières qui seront jugées nécessaires et utiles en rapport avec les objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Quebec Elevator & Milling, Limited", avec un fonds social de cent quatre-vingt-dix mille piastres (\$190,000.00), divisé en dix-neuf cent (1900) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 16 septembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
3617—38-2 C.-J. SIMARD.

for the said purposes, to own and operate vessels, warehouses, docks and elevators, and as a source of revenue in the carrying trade of the company, to deal in goods, wares and merchandise ;

And without limiting the generality of the foregoing powers, to do such things and matters as may be deemed necessary and useful in connection with the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Quebec Elevator & Milling, Limited", with a capital stock of one hundred and ninety thousand dollars (\$190,000.00), divided into nineteen hundred (1,900) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 16th day of September, 1918.

C.-J. SIMARD,
3618—38-2 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la législature

Avis public est donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, dans le comté de Témiscouata.

Les syndics, requérants, demanderont qu'il leur soit permis d'emprunter les sommes nécessaires à la construction d'une église et d'une sacristie, dans la dite paroisse, de stipuler le remboursement de l'emprunt par annuités embrassant un terme n'excédant pas (40) quarante ans, et de faire, pour le remboursement de tel emprunt, des répartitions quand ils le jugeront à propos, tout comme les conseils municipaux, sur tous les immeubles de la paroisse appartenant à des catholiques romains.

Les requérants, au cas où les rôles d'évaluation en vigueur dans les municipalités faisant partie de la dite paroisse, ou aucun d'entre eux, ne pouvaient, au jugement des syndics, servir à une répartition équitable entre les catholiques de ces municipalités, demanderont aussi le droit d'amender ce ou ces rôles, ou en préparer un ou d'autres, suivant le cas, se rapportant aux biens cotisables des dites municipalités. Les dits rôles ainsi amendés ou préparés devant comprendre un tableau exact des terres et autres immeubles alors concédés par le gouvernement, ainsi que des impenses et améliorations sur les terrains occupés par des occupants sans titre, situés dans les dites municipalités ou dans les territoires non encore organisés, leur étendue, leur valeur, ainsi que les noms des propriétaires réels ou putatifs d'iceux.

La demande des requérants comportera de plus certaines dispositions spéciales au sujet du dépôt des rôles d'évaluation, de leur correction, des appels de la décision des syndics, de l'exigibilité de la cotisation, du recouvrement des versements et des assurances sur les édifices religieux.

Les requérants demanderont enfin qu'il soit donné aux syndics les pouvoirs, droits, privilèges et obligations semblables à ceux que possèdent les marguilliers, selon la loi, pour la perception des deniers de chaque répartition, les travaux à exécuter, les actions à poursuivre, etc.

Le secrétaire des requérants,
J.-WILF. GAUTHIER, ptre, curé.
Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, 23 septembre 1918.
3649—39-4

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that application will be made to the Québec Legislature, at its next session, to obtain an act or law respecting the trustees of the parish of Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, in the county of Temiscouata.

The trustees, petitioners, will ask that they be authorized to borrow the amount required for the building of a church and sacristy, in the said parish, to stipulate the repayment of the loan by annuities covering a period not exceeding forty years, and to make, in order to effect the repayment of such loan, assessments when they deem it advisable, as municipal councils do, upon all the immoveable property of the parish belonging to roman catholics.

The petitioners, in case the valuation rolls in force in the municipalities comprising the said parish, or any of them, could not, in the opinion of the trustees, serve for an equitable apportionment among the catholics of such municipalities, will also ask the right to amend such valuation roll or rolls, or to prepare one or more others, as the case may be, regarding the taxable property of the said municipalities. The said valuation rolls so amended or prepared comprising an accurate tabulated list of the lots of land and other immoveables then conceded by the government, as well as all the expenses and improvements on the lots occupied by occupants without title, situate in the said municipalities or in the territory not yet organized, their extent, their value and the names of the real or presumed proprietors thereof.

The application of the petitioners will also comprise some special clauses with respect to the deposit of the valuation rolls, to the corrections to be made to such rolls, to the appeals from the decision of the trustees, to the due date of assessments, to the recovery of the instalments and to the insurance on the religious buildings.

Finally, the petitioners will ask that the trustees be given powers, rights, privileges and obligations similar to those possessed by churchwardens, under the law, for the collection of the moneys of each assessment, the work to be done, suits to be taken, etc.

J.-WILF. GAUTHIER, parish priest,
Secretary of the petitioners.
Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, 23rd September, 1918.
3650—39-4

Avis est par le présent donné que les contribuables de la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, comté de Champlain, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi aux fins suivantes :

a. Détacher de la paroisse de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, pour être annexé à celle de Saint-Jean-des-Piles, comté de Champlain, le territoire suivant :

Les lots de terre Nos 402 à 407, inclusivement, du rang C ; les lots de terre Nos 408 à 431, inclusivement, du rang Saint-Alexandre ; les lots de terre Nos 476 à 492, inclusivement, du rang Saint-Théophile ; les lots de terre Nos 493 à 498, inclusivement, du rang B, tel que ces numéros apparaissent sur le plan et le livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore ;

b. D'annexer à la dite paroisse de Saint-Jean-des-Piles, comté de Champlain, pour fins civiles, municipales et scolaires, tout ce territoire ci-dessus décrit, de la paroisse de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, faisant déjà partie de Saint-Jean-des-Piles pour les fins religieuses.

Le procureur des requérants,
3651—39-4 LEON GARNEAU.

Notice is hereby given that the ratepayers of the parish of Saint-Jean-des-Piles, county of Champlain, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act for the following purposes :

a. To detach from the parish of Sainte-Flore, county of Saint-Maurice, for annexation to that of Saint-Jean-des-Piles, county of Champlain, the following territory :

The lots of land Nos. 402 to 407, both inclusive, of range C ; the lots of land Nos. 408 to 431, both inclusive, of range Saint-Alexandre ; the lots of land Nos. 476 to 492, both inclusive, of range Saint-Théophile ; the lots of land Nos. 493 to 498, both inclusive, of range B, as those numbers appear on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sainte-Flore ;

b. To annex to said parish of Saint-Jean-des-Piles, county of Champlain, for civil, municipal and school purposes, all the above described territory of the parish of Sainte-Flore, county of Saint-Maurice, presently forming part of Saint-Jean-des-Piles for religious purposes.

LEON GARNEAU,
3652—39-4 Attorney for Applicants.

Avis est par le présent donné que Dame Helen-Margaret Ryan Macdonell, résidant à Londres, Angleterre, veuve d'Allan Ronald Macdonell, en son vivant de la cité de Montréal, entrepreneur, sollicitera de la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi ratifiant et validant l'acte de transport dudit Allan-Ronald Macdonell à ladite Dame Helen-Margaret Ryan Macdonell passé devant J.-A. Cameron, notaire, le 19 février 1901, l'acte de vente de ladite dame Helen-Margaret-Ryan Macdonell à Dame Exilda Stuart, épouse de Joseph-Ulric Emard, passé devant Eugène Girard, notaire, le 7 juillet 1911, et l'acte de vente de ladite Dame Helen-Margaret-Ryan Macdonell à "Greater Montreal Land Company, Limited", (La Cie des Terrains de la banlieue de Montréal), passé devant F.-E. McKenna, notaire, le 19 août 1912, et pour autres fins.

Les avocats de la requérante,
GOLDSTEIN, BEULLAC & ENGEL.
Montréal, le 11 septembre 1918. 3477—37-4

Notice is hereby given that Dame Helen Margaret Ryan Macdonell, residing in London, England, widow of Allan Ronald Macdonell, in his lifetime of the city of Montreal, contractor, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an Act to ratify and validate the deed of conveyance from said Allan-Ronald Macdonell to said Dame Helen-Margaret-Ryan Macdonell, passed before J.-A. Cameron, notary, on the 19th February, 1901, the deed of sale from said Dame Helen-Margaret-Ryan Macdonell to Dame Exilda Stuart, wife of Joseph Ulric Emard, passed before Eugene Girard, notary, on the 7th July, 1911, and the deed of sale from said Dame Helen-Margaret-Ryan Macdonell to Greater Montreal Land Company, Limited (La Cie des Terrains de la Banlieue de Montréal), passed before F.-E. McKenna, notary, on the 19th August, 1912, and for other purposes.

GOLDSTEIN, BEULLAC & ENGEL,
Solicitors for applicant.
Montreal, 11th September, 1918. 3478—37-4

Département du trésor

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, "La Nationale" Montréal, P.Q., ayant été établie aux termes des articles 6840 et suivants, paragraphe 11, section XXII, chap. 111, titre XI, des Statuts refondus de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des demandes et d'émettre des polices d'assurance et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, autorisée par le paragraphe 11 de la dite section, peut légalement transiger suivant sa déclaration mentionnée dans son état à l'inspecteur et qu'elle a fait le dépôt requis par l'article 6923, paragraphe C.

Donné conformément à l'article 6950, S.R. P.Q., 1909, ce vingtième jour de septembre 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
EDW.-E. DUCKWORTH.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 3629—39-2

Treasury Department

Notice is hereby given that "La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu "La Nationale" Montreal, P.Q., has been established in conformity with articles 6840 and following, sub-section 11, section XXII, chap. 111, title XI, of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual insurance against fire, authorized in sub-section 11 of the said section, may lawfully do in respect to the kind of business mentioned in their statement to the inspector, that it has made the deposit required by article 6923, paragraphe C.

Given pursuant to article 6950, R.S.P.Q., 1909, this twentieth day of September, 1918.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
EDW.-E. DUCKWORTH,
Superintendent of insurance.

Insurance branch,
Treasury department, Québec. 3630—39-2

Avis est par le présent donné que la "Lumbermen's Underwriting Alliance" a été enregistrée pour transiger dans la province de Québec des affaires d'assurances contre le feu.

Le nom et l'adresse de l'agent en chef, dans la province de Québec, sont E. Ouellette, Montréal, Qué.

Donné conformément à l'article 6950 R. S. P. Q., 1909, ce vingt-troisième jour de septembre 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances,
3633 EDW.-E. DUCKWORTH.

Notice is hereby given that the "Lumbermen's Underwriting Alliance" has been registered to transact in the Province of Quebec the business of fire insurance.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are E. Ouellette, Montreal, Que.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this twenty third day of September, 1918.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
EDW.-E. DUCKWORTH,
3634 Superintendent of insurance.

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Roch-d'Orford, dans le comté de Sherbrooke, dans la province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que 43 personnes dûment qualifiées ont signé leurs noms sur le livre de souscriptions et se sont engagées à prendre un montant total d'assurance de \$66,925.00.

Donné conformément à l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce 18ième jour de septembre mil neuf cent dix-huit.

Le président,
GEORGE PELLETIER.
Le secrétaire,
NAP. FAVREAU, jnr. 3635

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Roch-d'Orford", in the county of Sherbrooke, in the Province of Quebec, has complied with the provisions of article 6889 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and that 43 duly qualified persons have signed their names in the subscription book and bound themselves to effect the insurance to the amount of \$66,925.00.

Given pursuant to the article 6889 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this 18th day of September, one thousand nine hundred and eighteen.

GEORGE PELLETIER,
President.
NAP. FAVREAU, jnr.,
Secretary. 3636

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Elzéar-de-Beauce, ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, sous-section VI, section XXII, chapitre III, titre XI des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, ladite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir les applications et d'émettre des polices d'assurance et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu et la foudre, formée en vertu desdits articles dudit paragraphe, peut légalement transiger relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur, savoir : assurance mutuelle contre le feu des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques étant ni des risques de commerce, ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni extra-hasardés), dans les limites du comté de Beauce, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce treizième jour de septembre 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances,
EDW.-E. DUCKWORTH.

Branche des assurances,
Département du Trésor,
Québec. 3525—38-2

Avis d'émission de permis de société charitable.

Avis est par le présent donné que la "Mrs. Iles Soldiers' Committee", a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société charitable dans le but d'envoyer des douceurs aux membres des forces expéditionnaires canadiennes au front, en Angleterre, et quand ils sont prisonniers de guerre ; de pourvoir aux soins des familles de ceux qui servent dans les forces expéditionnaires canadiennes ; de pourvoir au soin des membres desdites forces expéditionnaires qui sont revenus au Canada. Pour tels objets ou aucun

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Elzéar-de-Beauce", has been established in conformity with articles 6886 and following, paragraph VI, sub-section VI, section XXII, chap. III, title XI of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company formed under the said article of the said sub-section, may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their declaration to the inspector, namely : Mutual insurance against fire and lighting on farm buildings and isolated risks (such risk being other than commercial, or on buildings used for commercial or manufacturing purposes or extra-hazardous), within the limits in the county of Beauce, in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirteenth day of September, 1918.

For the treasurer of the Province of Quebec.
EDW.-E. DUCKWORTH,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec. 3526—38-2

Notice of issue of license to a charitable association.

Notice is hereby given that the "Mrs. Iles Soldiers' Committee", has been licensed and registered as a charitable association for the purposes to send comforts to members of the Canadian Expeditionary Forces at the front, in England, and while prisoners of war ; to provide and care for the families of those serving in the Canadian Expeditionary Forces ; to provide and care for the members of the said Expeditionary Forces who have returned to Canada. For the above objects or any of them, to raise

d'iceux, établir des caisses, recevoir, accepter, percevoir des souscriptions, dons ou donations de ses membres ou du public; tels dons comprenant quoique ce soit qui puissent être utilement employés par la société pour accomplir ses travaux en général; faire tous autres actes ou choses accessoires ou contribuant à atteindre les objets ci-dessus ou aucun d'eux, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en Conseil, en date du quinzième jour d'août 1918.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce onzième jour de septembre 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.
EDW.-E. DUCKWORTH.

Le surintendant des assurances,
Branche des assurances,
Département du Trésor,
Québec. 3527—38-2

Avis est par le présent donné que la "Firemen's Insurance Company of Newark, New-Jersey, U.S.A., a été enregistrée pour transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance de navigation intérieure et océanique.

Le nom et l'adresse de l'agent en chef, dans la province de Québec, sont: William-G. MacKenzie, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 R.S.P.Q., 1909, ce dix-huitième jour de septembre 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances,
3565 EDW.-E. DUCKWORTH.

funds, receive, accept, collect or obtain subscriptions, gifts or donations from its members or from the public; such donations to include anything than can be usefully employed by the association in carrying on its works; generally to do all other such acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in council, dated the fifteenth day of August, 1918.

Given pursuant to the provisions of article 6950 R. S. P. Q., 1909, this eleventh day of September, 1918.

For the treasurer of the Province of Quebec,
EDW.-E. DUCKWORTH.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec. 3528—38-2

Notice is hereby given that the "Firemen's Insurance Company of Newark," New-Jersey, U.S.A., has been registered to transact, in the province of Quebec, the business of Inland and Ocean Marine Insurance.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are: William-G. MacKenzie, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R.S.P.Q., 1909, this eighteenth day of September, 1918.

For the treasurer of the Province of Québec.
EDW.-E. DUCKWORTH,
3566 Superintendent of insurance.

Actions en séparation de biens

Cour supérieure, province de Québec, district de Montréal. No 1191. Dame Marguerite McMillan, épouse commune en biens de Joseph-William Cooper, aubergiste et pourvoyeur, de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, ce 12 septembre 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
3621—39-5 PATTERSON & JACOBS.

Province de Québec, district de Montréal. No 4193. Cour supérieure. Dame Emma Faulkner, épouse commune en biens de Edouard Napp, commerçant, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Edouard Napp, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 17 septembre 1918 contre le défendeur.

Le procureur de la demanderesse,
J.-WILFRID PILON.
Montréal, 24 septembre 1918. 3647—39-5

Dans la Cour supérieure. Province de Québec. District de Québec. No 253. Dame Mahiba Nichola, de la ville de La Tuque, épouse commune en biens de Willie Nossif, de la ville de La Tuque, commerçant, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Willie Nossif, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le cinquième jour de septembre 1918.

Le procureur de la demanderesse,
J.-ALFRED NADEAU.
Québec, 13 septembre 1918. 3515—38-5

Actions for separation as to property

Superior Court, Province of Quebec, district of Montreal. No. 1191. Dame Marguerite McMillan, wife common as to property of Joseph-William Cooper, restaurant-keeper and caterer, of Montreal, has instituted an action in separation as to property against her husband, this 12th September, 1918.

PATTERSON & JACOBS,
3622—39-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec. District of Montreal. No. 4193. Superior Court. Dame Emma Faulkner, wife common as to property of Edouard Napp, trader, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Edouard Napp, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 17th day of September, 1918, against the defendant.

J.-WILFRID PILON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 24th September, 1918. 3648—39-5

In the Superior Court. Province of Quebec. District of Quebec. No. 253. Dame Mahiba Nichola, of the town of La Tuque, wife common as to property of Willie Nossif, of the town of La Tuque, authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Willie Nossif, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been issued against the defendant, on the fifth day of September, 1918.

J.-ALFRED NADEAU,
Attorney for plaintiff.
Quebec, 13th September, 1918. 3516—36-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. Dame Alice-Maud Caulfield, épouse commune de William-Thomas Simms, de Saint-Lambert, district de Montréal, a intenté, ce jour, une action en séparation contre son dit époux.

Les procureurs de la demanderesse,
CLAXTON, HARVEY & KER.
Montréal, 13 septembre 1918. 3537—38-5

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, dans la Cour supérieure, No 1192. Dame Debora Cohen, de New-Glasgow, épouse de Isidor Solwey, pedler, de New-Glasgow, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Isidor Solwey, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 14^{ème} jour de septembre 1918.

Le procureur de la demanderesse,
J.-P. BELAIR.
18 septembre 1918. 3573—38-5

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 3740, Cour supérieure.

Dame Arcade Ste Marie, des cité et district de Montréal, épouse de Hermann Ste Marie, maître-charretier, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens, le 30^{ème} jour d'août 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
DEVLIN & STE. MARIE.
Montréal, le 5 septembre 1918. 3419-37-5

Canada, province de Québec, district de Roberval, No 1560, Cour supérieure.

Madame Laura Gilbert, épouse commune en biens de sieur Louis Bouchard, cultivateur, de Saint-François-de-Sales, dans le district de Roberval, demanderesse ; vs le dit Louis Bouchard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dixième jour d'août 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
BERGERON & BRASSARD.
Roberval, 6 septembre 1918. 3427—37-4

Canada, province de Québec, district de Québec, No 135. Dans la Cour supérieure. Dame Caroline Labrie, épouse commune en biens de Joseph Marois, fils, *alias* Joseph-Esprit Marois, cultivateur, de Saint-Augustin, demanderesse ; vs Joseph Marois *alias* Joseph-Esprit Marois, de Saint-Augustin, défendeur ; et Joseph Marois, père, cultivateur, de Saint-Augustin, mis en cause.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3^{ème} jour de septembre 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
TASCHERAU, ROY, CANNON,
PARENT & CASGRAIN.
Québec, 11 septembre 1918. 3469—37-5

Cour supérieure, province de Québec, district de Montmagny. Dame Léonidas St. Cyr, Saint-Camille-de-Bellechasse, épouse commune en biens de Henri Lamontagne, demanderesse ; vs Henri Lamontagne, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce 9^{ème} jour d'août 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
TALBOT & BEAUDOIN.
Saint-Joseph, Beauce, 9 août 1918. 3371—36-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. Dame Alice-Maud Caulfield, wife common of William-Thomas Simms, of Saint-Lambert, district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

CLAXTON, HARVEY & KER,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 13th September, 1918. 3538—38-5

Canada, province of Quebec, district of Terrebonne, in the Superior Court, No. 1192. Dame Debora Cohen, of New-Glasgow, wife of Isidor Solwey, pedler, of New-Glasgow, duly authorized to demand in justice, plaintiff ; vs Isidor Solwey, defendant.

Action in separation as to property has been instituted in this cause the fourteenth day of September, 1918.

J.-P. BELAIR,
Attorney for plaintiff.
18th September, 1918. 3574—38-5

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 3740, Superior Court.

Dame Arcade Ste Marie, of the city and district of Montreal, wife of Hermann Ste-Marie, carter, of the same place, duly authorized to proceed in justice, has instituted an action as to property in the 30th of August, 1918.

DEVLIN & STE MARIE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, the 5th September, 1918. 3420-37-5

Canada, Province of Quebec, district of Roberval, No. 1560, Superior Court.

Madame Laura Gilbert, wife common as to property of Louis Bouchard, farmer, of Saint-François-de-Sales, in the district of Roberval, plaintiff ; vs the said Louis Bouchard, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 10th August, 1918.

BERGERON & BRASSARD,
Attorneys for plaintiff.
Roberval, 6th September, 1918. 3428—37-4

Canada, Province of Quebec, district of Québec No. 135. In the Superior Court. Dame Caroline Labrie, wife common as to property of Joseph Marois, junior, *alias* Joseph-Esprit Marois, farmer, of Saint-Augustin, plaintiff ; vs Joseph Marois *alias* Joseph-Esprit Marois, of Saint-Augustin, defendant ; and Joseph Marois, senior, farmer, of Saint Augustin, *mis-en-cause*.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 3rd day of September, 1918.

TASCHERAU, ROY, CANNON,
PARENT & CASGRAIN,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 11th September, 1918. 3470—37-5

Superior Court, Province of Quebec, district of Montmagny. Dame Léonidas St. Cyr, Saint-Camille-de-Bellechasse, wife common as to property of Henri Lamontagne, plaintiff ; vs Henri Lamontagne, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 9th day of August, 1918.

TALBOT & BEAUDOIN,
Attorneys for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 9th August, 1918.
3372—36-5

Dame Rebecca Radkin, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Barnet Zarachoff, du même lieu, autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Barnet Zarachoff, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de bien a été instituée contre le défendeur, le 23 août 1918.

L'avocat de la demanderesse,
3295-35-5 I. POPLIGER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3448. Dame Regina Gagnon, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Morache, machiniste, ci-devant du même lieu et maintenant de lieux inconnus, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

Les avocats de la demanderesse,
MONTY & DURANLEAU.
Montréal, 27 août 1918. 3305-35-5

District de Montréal. Cour supérieure. No 3441. Dame Georgianna Guilbault, épouse de Rodolphe Mongeau, journalier, de Montréal, demanderesse; le dit Rodolphe Mongeau, défendeur.

La demanderesse a poursuivi le défendeur en séparation de biens.

Les procureurs de la demanderesse,
TAILLON, BONIN, MORIN &
LARAMÉE.
Montréal, 26 août 1918. 3343-35-5

Dame Rebecca Radkin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Barnet Zarachoff, of the same place, authorized to ester en justice, plaintiff; against Barnet Zarachoff, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been issued against the defendant on 23rd August, 1918.

I. POPLIGER,
3296-35-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 3448. Dame Regina Gagnon, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Louis Morache, machinist, formerly of the same place and now of unknown place, has, this day, instituted an action in separation as to property.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 27th August, 1918. 3306-35-5

District of Montreal. Superior Court. No. 3441. Dame Georgianna Guilbault, wife of Rodolphe Mongeau, laborer, of Montreal, plaintiff; the said Rodolphe Mongeau, defendant.

The plaintiff has instituted an action in separation as to property against the defendant.

TAILLON, BONIN, MORIN
& LARAMÉE,
Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 26th August, 1918. 3344-35-5

Assemblée

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER "QUÉBEC CENTRAL".

AVIS AUX ACTIONNAIRES.

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie du chemin de fer du Québec Central aura lieu aux bureaux de la compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique, à Montréal, le 16 octobre mil neuf cent dix-huit, à 12 hrs, midi, pour élire deux directeurs qui représenteront les obligataires tel que le requiert la constitution de la compagnie, et pour transiger toute autre affaire qui sera dûment soumise à la considération de ladite assemblée.

Aux fins de l'assemblée, les livres de transfert seront fermés mercredi, le 9 octobre, à 3 hrs p. m., et ouverts jeudi, le 17 octobre, à 10 hrs a. m.

Par ordre du conseil de direction,
Le secrétaire,
H.-C. OSWALD.
Montréal, 5 septembre 1918. 3657-39-3

Avis divers

DANS LA COUR D'ÉCHIQUIER DU CANADA.

Une séance générale de "La Cour d'Échiquier du Canada", sous l'autorité de la règle 166, pour l'instruction des causes, etc., aura lieu au palais de justice, dans la cité de Québec,

Meeting

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

NOTICE TO STOCKHOLDERS.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the Quebec Central Railway Company will be held in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, October 16th, one thousand nine hundred and eighteen, at 12 noon, for the purpose of electing two directors representing the security holders as required by the constitution of the company, and for the transaction of such other business as may properly come before the said meeting.

For the purposes of the meeting the transfert books will close on Wednesday, the 9th October, at 3 p. m., and will re-open on Thursday, the 17th October, at 10 a. m.

By order of the board,
H.-C. OSWALD,
Secretary.
Montreal, 5th September, 1918. 3658-39-3

Miscellaneous Notices

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA.

A general sitting of "The Exchequer Court of Canada" under the provisions of Rule 166, for the trial of cases etc. will be holden at the Court House, in the city of Quebec, P. Q.,

P. Q., commençant lundi, le 21 octobre A. D. 1918, à 11 hrs a. m.

Daté à Ottawa, ce 3 septembre A. D. 1918.

Par ordre,

Le registraire,

3411-36-4

CHAS. MORSE.

commencing on Monday, the 21st day of October, A. D. 1918, at 11 A. M.

Dated at Ottawa, this 3rd day of September, A. D. 1918.

By order,

CHAS. MORSE,

Registrar.

Faillite—avis de

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. *Re*: "Universal Pants Mfg. Co.", Montréal.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier dividende a été préparé en cette affaire, sujet à contestation jusqu'au 15 octobre 1918, après laquelle date il sera payable au bureau de Chartrand & Turgeon, 55 rue Saint-François-Xavier, Montréal.

Le curateur,

P.-L. TURGEON.

Montréal, 28 septembre 1918.

3619

Province de Québec, district de Montréal. No 165. Cour supérieure. Dans l'affaire de Edgar-Théodore Robinson, "Robinson & Co", 873, rue Sainte-Catherine-Ouest, failli.

Avis est par le présent donné que le 20 septembre 1918, par ordonnance judiciaire, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli qui en a fait cession judiciaire au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à nos bureaux dans les trente jours du présent avis.

Les curateurs-conjoints,

W.-G. FINLAYSON,
GEO. GARDINER.

Bureaux de Finlayson & Gardiner,

924, Immeuble "Power", rue Craig-Ouest.

Montréal, 20 septembre 1918.

3623

Cour supérieure, district de Montréal. Dans l'affaire de John Forman & Sons, faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et reste ouvert à objection jusqu'au 10 octobre 1918, après laquelle date le dividende sera payable à mon bureau, 142 Notre-Dame-Ouest, Montréal.

Le curateur de John Forman & Sons,

GORDON-W. SCOTT.

Bureau de P.-S. Ross & Sons,

142, rue Notre-Dame-Ouest.

Montréal, 20 septembre 1918.

3625

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 166. *In re*: Edouard Napp, Montréal, failli.

Avis est donné que, le 24 septembre 1918, par ordre de la Cour supérieure, nous avons été nommés curateurs à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

Les curateurs,

F.-R. VINET,
P.-H. DUFRESNE.

Bâtisse "Banque Nationale",

99 rue Saint-Jacques.

Montréal, 28 septembre 1918.

3643

Notice of Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. *Re*: Universal Pants Mfg. Co., Montreal.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter, subject to contestation until the 15th of October, 1918, after which it will be payable at the office of Chartrand & Turgeon, 55 Saint François-Xavier street, Montreal.

PAUL-L. TURGEON,

Curator.

Montreal, 28th September, 1918.

3620

Province of Quebec, district of Montreal. No. 165. Superior Court. In the matter of Edgar-Théodore Robinson, "Robinson & Co", 873 Sainte-Catherine street West, insolvent.

Notice is hereby given that on the 20th day of September, 1918, by an order of the superior Court, the undersigned were appointed joint curators to the property of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from this notice.

W.-G. FINLAYSON,
GEO. GARDINER,

Joint curators.

Offices of Finlayson & Gardiner,

924 Power Bldg., Craig street West.

Montreal, 20th September, 1918.

3624

Superior Court, district of Montreal, In the matter of John Forman & Sons, insolvents.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in this matter, and is open to objection until the 10th October, 1918, on and after which date the dividend will be payable at my office, 142 Notre-Dame street west, Montreal.

GORDON-W. SCOTT,

Curator, John Forman & Sons.

Office of P.-S. Ross & Sons,

142 Notre-Dame street West.

Montreal, 20th September, 1918.

3626

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 166. *In re*: Edouard Napp, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that, on the 24th September, 1918, by order of the Court, we were appointed curators to the estate of the above named who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

F.-R. VINET,

P.-H. DUFRESNE,

Curators.

"Banque Nationale" building,

99, Saint-James street.

Montreal, 28th September, 1918.

3644

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 227. Dans l'affaire de Marie-Louise Millette, "La Cie de fer ornemental Dupré", failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 14ième jour d'octobre 1918, exclusivement, à laquelle date, en cas de non contestation, il sera payable à mes bureaux.

Le curateur,
OSCAR BEAUCHAMP.

Chambres 13-15, édifice "La Presse",
51 rue Saint-Jacques, Montréal. 3645

District de Saint-François. *In re* Alexandre Dubés, Coaticook, failli.

Avis est par le présent donné que ledit failli a fait cession de ses biens, le 24 septembre 1918, au bureau du protonotaire du district de Saint-François.

Le gardien-provisoire,
GEDEON-E. BEGIN.

Bureau de Bélanger & Bégin,
155 rue Wellington.
Sherbrooke, 24 septembre 1918. 3669

Province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure. Dans l'affaire de S.-R. Pagé, marchand, Saint-Ludger.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 20 septembre 1918, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

Le curateur,
3671 J.-P.-E. GAGNON.

Province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure. Dans l'affaire de Damase Bégin, marchand, Sainte-Germaine.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 14 octobre 1918, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

Le curateur,
3673 J.-P.-E. GAGNON.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 151. *In re*: George Rabinovitch, 484 rue Rachel-Est, Montréal, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, district de Montréal, en date du 6 septembre 1918, les soussignés ont été nommés curateurs dans l'affaire ci-haut mentionnée. Toutes les réclamations devront être produites entre leurs mains dans les trente jours de cette date.

Les curateurs,
PAQUET & BONNIER.

Suite, 501, bâtisse "Transportation".
Montréal, 25 septembre 1918. 3675

Canada, province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour supérieure, No. 96. *In re*: Napoléon Dechêne & Compagnie, Trois-Rivières, Qué, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection d'hui au 15 octobre 1918.

Ce dividende sera payable à mon bureau le ou après le 16 octobre 1918.

Le curateur,
HENRI BISSON.

Bureau: édifice Banque d'Hochelaga.
Trois-Rivières, 25 septembre 1918. 3677

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 227. In the matter of Marie-Louise Millette, "La Cie de fer ornemental Dupré", insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection up to the 14th day of October, 1918, exclusively, at which date, in case of no contestation, it will be payable at my offices.

OSCAR BEAUCHAMP,
Curator.

Rooms 13-15, "La Presse" building,
51, Saint-James street, Montreal. 3646

District of Saint Francis. *In re*: Alexandre Dubés, Coaticook, insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made an assignment of his property on the 24th September, 1918, at the office of the protonotary's office of the district of Saint Francis.

GEDEON-E. BEGIN,
Provisional guardian.

Office of Bélanger & Bégin,
155 Wellington street.
Sherbrooke, 24th September, 1918. 3170

Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court. In the matter of S.-R. Pagé, marchand, Saint-Ludger.

In virtue of an order of the Court dated 20th September, 1918, I have been appointed curator to the above estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J.-P.-E. GAGNON,
3672 Curator.

Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court. In the matter of Damase Bégin, marchand, Sainte-Germaine.

Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter and is open to objection until the 14th of October, 1918, after which date this dividend will be payable at my office.

J.-P.-E. GAGNON,
3674 Curator.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 151. *In re*: George Rabinovitch, 484 Rachel street East, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that by judgment of the Superior Court, district of Montreal, dated 6th September, 1918, the undersigned have been appointed curators to the above estate. All claims have to be filed with the undersigned within thirty days of this notice.

PAQUET & BONNIER,
Curators.

Suite 501, "Transportation" building,
Montreal, 25th September, 1918. 3676

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 96. *In re*: Napoléon Dechêne & Company, Three Rivers, Que, insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until October 15th, 1918.

This dividend will be payable at my office on or after October 16th, 1918.

HENRI BISSON,
Curator.

Office: Hochelaga Bank Building.
Three Rivers, 25th September, 1918. 3678

Minutes de notaire

Notarial minutes

Québec, 20 septembre 1918.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en Conseil en date du 19 septembre 1918, d'accorder, en faveur de M. A.-J.-O. Bergeron, notaire, de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, le transfert des minutes, répertoire et index des feus D.-T. Trudel, Robert Trudel et Louis Guillet, en leur vivant notaires, du même endroit.

3631

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en Conseil en date du 25 septembre 1918, d'accorder, en faveur de M. Gabriel-Albert Terrault, notaire, de la cité de Montréal, le transfert des minutes, répertoire et index de feu Pierre Terrault, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
3691 C.-J. SIMARD.

Quebec, 20th September, 1918.

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Notarial Code, His Honour the lieutenant governor has been pleased, by order in council, dated the 19th September, 1918, to grant, in favor of Mr. A.-J.-O. Bergeron, notary, of Sainte-Geneviève-de-Batiscan, the transfer of the minutes, repertory and index of the late D.-T. Trudel, Robert Trudel and Louis Guillet, in their lifetime notaries, of the same place.

3632

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor, by Order-in-Council dated the 25th September, 1918, has been pleased to grant to Mr. Gabriel-Albert Terrault, notary, of the city of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Pierre Terrault, in his lifetime notary, of the same place.

C.-J. SIMARD,
3692 Assistant Provincial Secretary.

Ordre de la cour

Order of the Court

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 6036.
Rimouski, le vingt septembre, A. D., 1918.

Devant le protonotaire en l'absence du juge.

In re : Les Quatre Saisons, de Rimouski, demandeurs ; vs Louis Yockell, autrefois de la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, aujourd'hui de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski, défendeur ; et Herménégilde Lepage, de la dite ville de Saint-Germain-de-Rimouski, opposant.

Il est ordonné aux créanciers dudit défendeur de produire les réclamations qu'ils ont contre lui au greffe du protonotaire de cette cour, en la ville de Saint-Germain-de-Rimouski, dans le district de Rimouski, sous quinze jours de la date de la première insertion de la présente ordonnance dans la *Gazette Officielle*.

Le protonotaire,
ARTHUR CHAMBERLAND.
Les procureurs de l'opposant,
GAGNON, SASSEVILLE & GAGNON.
3627-39-2

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1133.

Versailles, Vidricaire & Boulais, limitée, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse ; vs Sévère Lefebvre, des cité et district de Montréal, défendeur ; & J.-C.-E. Trudeau & C.-E. Guerin, tous deux avocats, des cité et district de Montréal, et y faisant affaires ensemble comme tels sous le nom de Trudeau & Guerin, et ayant payé leur contribution annuelle au barreau de la province de Québec, opposants.

Sur l'ordre de l'honorable juge Greenshields, donné ce troisième jour de septembre, mil neuf cent dix-huit, vu les allégations de l'insolvabilité de Sévère Lefebvre, des cité et district de Montréal, le défendeur, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leur réclamations sont maintenant appelés à les produire en

Canada, province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 6036.

Rimouski, the twentieth September, A. D., 1918.

Before the prothonotary in the absence of the judge.

In re : Les Quatre Saisons, de Rimouski, plaintiffs ; vs Louis Yockell, formerly of the parish of Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, and presently of the town of Saint-Germain-de-Rimouski, defendant ; and Herménégilde Lepage, of said town of Saint-Germain-de-Rimouski, opposant.

It is ordered to the creditors of said defendant to file their claims against said defendant at the office of the prothonotary of said Court, in the town of Saint-Germain-de-Rimouski, in the district of Rimouski, within fifteen days from the date of the first insertion of the present order in the *Official Gazette*.

ARTHUR CHAMBERLAND,
Prothonotary.
GAGNON, SASSEVILLE & GAGNON,
Attorneys for opposant.
3628-39-2

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1133.

Versailles, Vidricaire & Boulais, limitée, a body duly constituted, having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff ; vs Sévère Lefebvre, of the city and district of Montreal, defendant ; & J.-C.-E. Trudeau & C.-E. Guerin, both advocates, of the city and district of Montreal, and there doing business as such under the firm name of Trudeau & Guerin, and having paid their annual fees to the bar of the Province of Quebec, opposants.

By order of the Honourable Mr. Justice Greenshields, given on the 3rd day of September, 1918, and seeing the allegations concerning the insolvency of Sévère Lefebvre, of the city and district of Montreal, the defendant, the creditors of the said defendant who have not yet produced their claims are now called to file them in the

cette cause au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, pour le district de Montréal, dans la cité de Montréal, dans les quinze jours de la première insertion dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles Nos 673-673 du Code de procédure civile.

Le dépt. P.C.S.,

T. DEPATIE.

Montréal, 14 septembre 1918. 3513—38-2

office of the prothonotary of the Superior Court, for the district of Montreal, at the city of Montreal, within fifteen days from the first insertion of the order in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with articles 673-674 of the Code of Civil procedure.

T. DEPATIE,

Dep. P.S.C.

Montreal, 14th September, 1918. 3514—38-2

Ventes pour taxes municipales

Sales for municipal taxes

CORPORATION DE LA CITÉ DE TROIS-RIVIÈRES.

CORPORATION OF THE CITY OF THREE RIVERS.

Avis public est par le présent donné que MARDI, le PREMIER jour d'OCTOBRE 1918, à DIX heures du matin, au bureau du greffier de la cité, dans l'hôtel-de-ville de la cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous mentionnés seront vendus comme étant grevés de taxes qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi, savoir :

Public notice is hereby given that on TUESDAY, the first day of OCTOBER, 1918, at TEN o'clock in the forenoon, at the office of the city clerk, in the City Hall, of the city of Three Rivers, the lands and heridatements hereunder described will be sold for taxes due thereon which have not been paid in the six months following the deposit of the roll, as required by law, to wit :

1. Un emplacement situé au côté nord-est de la rue Saint-Paul, en la cité de Trois-Rivières, contenant quarante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-cinq pieds et six pouces de profondeur, le tout à la mesure française et plus ou moins, connu et désigné comme étant la moitié nord-ouest des subdivisions quarante-quatre et quarante-cinq du lot numéro dix-huit cent trente et un (1831-44 et 1831-45) et de la subdivision dix du lot numéro dix-huit cent vingt-neuf (1829-10) du cadastre officiel de la cité de Trois-Rivières ; borné en front par la rue Saint-Paul, en arrière au terrain de Martel et Dufresne, d'un côté par la rue projetée, et de l'autre côté par l'autre moitié sud-est desdits lots de terre—sans bâtisse, appartenant à Henri Beausoleil ;

1. That certain emplacement situate on the north east side of Saint-Paul street, in the city of Three Rivers, containing forty five feet in width by eighty five feet and six inches in depth, the whole French measure and more or less, known and designated as being the north west half of subdivisions forty four and forty five of lot number one thousand eight hundred and thirty one (1831-44 and 1831-45), and the subdivision ten of lot number one thousand eight hundred and twenty nine (1829-10), of the official cadastre of the city of Three Rivers ; bounded in front by Saint-Paul street, in rear by the land of Martel & Dufresne, on one side by a projected street, and on the other side by the southeast half of said lots of land — without building, belonging to Henri Beausoleil ;

2. Les subdivisions 71, 72 et 73 du lot No onze cent vingt-quatre du cadastre de la cité de Trois-Rivières, appartenant à Philippe Gouin, fils, sur la rue St-Christophe ;

2. The subdivisions 71, 72 and 73 of lot No. eleven hundred and twenty four of the cadastre of the city of Three Rivers, belonging to Philippe Gouin, junior, on Saint-Christophe street ;

3. Un emplacement situé en cette cité, au nord du chemin de Sainte-Marguerite, contenant soixante pieds anglais de front sur la profondeur qu'il y a depuis ledit chemin Sainte-Marguerite à aller au terrain du chemin de fer de la Vallée du Saint-Maurice, faisant partie du lot No onze cent (1100) du cadastre officiel de la cité de Trois-Rivières, entre l'emplacement de Jean-Baptiste Dubé, à l'est et sur le surplus dudit lot restant à Mme Jos. Ryan, à l'ouest—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, appartenant à Joseph Ménard ;

3. An emplacement situate in said city, north of Sainte-Marguerite road, containing sixty feet, English measure in front by the depth there may be from said Sainte-Marguerite road to the land of the Saint-Maurice Valley Railway, forming part of the lot number eleven hundred (1,100) of the official cadastre of the city of Three Rivers, between the emplacement of Jean-Baptiste Dubé, on the east and on the surplus of said lot belonging to Dame Jos Ryan, on the west—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, belonging to Joseph Ménard ;

4. Un emplacement situé au nord-ouest de la rue Saint-Charles, en cette cité, contenant cinquante pieds de front, mesure anglaise, sur ladite rue, par cent pieds de profondeur, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro dix-neuf cent quatre-vingt-dix-sept-un du cadastre officiel d'enregistrement pour la cité de Trois-Rivières, à perdre ledit emplacement à la distance de quarante-cinq pieds anglais, au sud-ouest de la ligne nord-est dudit lot No 1997-1 et qui le divise du lot No 1998 dudit cadastre et de la distance de quarante-cinq pieds anglais au sud-ouest de la dite ligne, nord-est dudit lot 1997-1, à perdre et mesurer ledit emplacement sur ladite largeur de 50 pieds anglais en allant vers le sud-ouest le long de ladite rue—avec la maison à deux logements dessus construite, appartenant à Walter Rousseau ;

4. An emplacement situate to the north west of Saint-Charles street, in said city, containing fifty feet in front, English measure, on said street, by one hundred feet in depth, forming part of the lot of land known and designated under the number nineteen hundred and ninety seven, one of the official cadastre of the city of Three Rivers, to be detached from said emplacement at a distance of forty five feet, English measure, to the southwest of the north east line of said lot No 1997-1 and which divides it from the lot No. 1998, of said cadastre and from a distance of forty five feet, English measure, to the south west of said north east line of said lot 1997-1, to be taken and measured said emplacement on said width of 50 feet, English measure, southwesterly along said street—with double tenement house thereon erected, belonging to Walter Rousseau ;

5. Un emplacement situé au sud-est de la rue Saint-Charles, étant la subdivision No 6 de la subdivision officielle du lot No 1997 (1997-6), du cadastre officiel de la cité de Trois-Rivières, comptant quarante pieds et quatre pouces de largeur au front et quarante et un pieds et huit pouces de largeur à la profondeur qui est de quatre-vingt-quinze pieds; borné au front au No 6 par la dite rue Saint-Charles, en profondeur par le No 1997-7, au côté nord-est par le chemin de ceinture, et au sud-ouest 1997-5—avec la maison et autres bâties dessus construites, appartenant à Walter Rousseau;

6. La subdivision cent dix-huit du lot No 1121 située sur le coteau Saint-Louis, appartenant à Joseph Savard de Sainte-Anne-de-la-Pérade;

7. Deux emplacements situés du côté sud-ouest de la rue Du Platon, en la cité de Trois-Rivières, étant les lots connus et désignés sous les numéros sept cent sept et sept cent sept A, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la cité de Trois-Rivières—avec les constructions qui sont dessus érigées;

Un autre emplacement situé au nord-est de la rue du Château, en la cité de Trois-Rivières, connu et désigné sous le numéro deux mille cent soixante-dix-huit (2178) du cadastre d'enregistrement de la cité de Trois-Rivières—avec la maison et dépendances dessus érigées, comme appartenant à George Morissette.

Les immeubles ci-dessus décrits devront être vendus en bloc;

8. Un terrain situé sur et au côté sud-ouest de la rue Du Platon, ayant cinquante pieds de largeur par soixante-treize pieds de profondeur, le tout à mesure anglaise et connu sous le numéro sept cent six au cadastre officiel d'enregistrement fait pour la cité de Trois-Rivières, moins cependant et à distraire du susdit lot la partie frontale d'icelui qui en a été expropriée par la corporation de cette cité pour l'élargissement de la dite rue Du Platon, borné comme suit: en front par la dite rue Du Platon, telle qu'actuellement expropriée, en arrière par le terrain appartenant à M. Edmond Dufresne, d'un côté vers le sud par le terrain ci-devant appartenant à M. Arthur Brunelle, de l'autre côté appartenant à M. Georges Morissette—avec la bâtisse en brique dessus construite, circonstances et dépendances, comme appartenant à Alcide Lebrun.

Les dimensions données ci-dessus ne sont pas garanties comme précises.

Par ordre,

Le greffier,

ARTHUR BELIVEAU.

Hôtel-de-Ville,

Trois-Rivières, P. Q., 18 septembre 1918.

3571—38-2

5. An emplacement situate to the southeast of Saint-Charles street, being the subdivision No. 6 of the official subdivision of the lot No. 1997 (1997-6), of the official cadastre of the city of Three Rivers, measuring forty feet and four inches in width at the front and forty one feet and eight inches in width at the depth which is of ninety five feet; bounded in front at the No. 6, by said Saint-Charles street, in depth by the No. 1997-7, on the northeast side by the belt road, and on the southwest 1997-5—with the house and other buildings thereon erected, belonging to Walter Rousseau;

6. The subdivision one hundred and eighteen of lot No. 1121 situate on Côteau Saint-Louis, belonging to Joseph Savard, of Sainte-Anne-de-la-Pérade;

7. Two emplacements situate on the southwest side of Du Platon street, in the city of Three Rivers, being the lots known and designated under the numbers seven hundred and seven and seven hundred and seven A, of the official plan and book of reference of the registry cadastre for the city of Three Rivers—with the constructions thereon erected;

Another emplacement situate to the northeast of Chateau street, in the city of Three Rivers, known and designated under the number two thousand one hundred and seventy eight (2178) of the registration cadastre of the city of Three Rivers—with the house and dependencies thereon erected, as belonging to Georges Morissette.

The immoveables above described to be sold en bloc;

8. A lot of land situate on and to the southwest of Du Platon street, measuring fifty feet in width by seventy three feet in depth, the whole English measure and known under the number seven hundred and six on the official registry cadastre made for the city of Three Rivers, save and except however and to be deducted therefrom the front part thereof expropriated by the corporation of this city for widening said Du Platon street, bounded as follows: in front by said Du Platon street, as presently expropriated, in rear by the land belonging to Mr. Edmond Dufresne, on one side towards the south by the land formerly belonging to Mr. Arthur Brunelle, and on the other side by the land belonging to Mr. Georges Morissette—with the brick building thereon erected, circumstances and dependencies, as belonging to Alcide Lebrun.

The above dimensions not being warranted as being exact.

By order,

ARTHUR BELIVEAU,

Clerk.

City Hall,

Three Rivers, P. Q., 18th September, 1918.

3572—38-2

VENTES PAR LES SHÉRIFS ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit, comté de Mégantic, Thetford-Mines.

Arthabaska, à savoir: } LA CORPORATION
No 2186. } de la ville de Black-

SHERIFFS' SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, county of Megantic, Thetford-Mines.

Arthabaska, to wit: } THE CORPORATION
No. 2186. } of the town of Black-

Lake, demanderesse ; vs FREDERIC HENRI, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Une propriété située dans la ville de Black-Lake et étant la subdivision No 232 du lot 324, du cadastre officiel du canton d'Irlande—avec les bâtisses dessus construites. La vente à être faite à la charge d'une rente foncière et annuelle de \$10.00 payable à "Asbestos Corporation of Canada, Ltd", et sujette à toutes les clauses, réserves et restrictions de l'acte constituant la dite rente.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré-du-Lac-Noir, suivant autorisation de cette Cour, le TRENTIEME jour d'OCTOBRE prochain (1918), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 28 septembre 1918. 3025—39-2
[Première publication, 28 septembre 1918].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit du comté de Mégantic, Thetford-Mines.

Arthabaska, à savoir : } LA CORPORATION
No 2187. } de la ville de Black-Lake, demanderesse ; vs JOSEPH HAMEL, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Une propriété située dans la ville de Black-Lake et étant la subdivision No 140 du lot 324 du cadastre officiel du canton d'Irlande—avec les bâtisses dessus construites. La vente à être faite à la charge d'une rente foncière et annuelle de \$10.00 payable à "Asbestos Corporation of Canada, Ltd" et sujette à toutes les clauses, réserves et restrictions de l'acte constituant la dite rente.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré-du-Lac-Noir, suivant autorisation de cette Cour, le TRENTIEME jour d'OCTOBRE prochain (1918), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 28 septembre 1918. 3029—39-2
[Première publication, 28 septembre 1918].

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS

District de Chicoutimi. } LA VILLE DE
No 4675. } CHICOUTIMI,
demanderesse ; vs EDMOND BOUCHARD, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Tout ce lopin de terre ou emplacement formé des lots huit cent soixante-sept-trois (867-3) et huit cent soixante et un-quatorze (861-14), du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi—avec ensemble toutes les bâtisses dessus érigées et toutes dépendances.

Pour être vendu en mon bureau, au palais de justice, à Chicoutimi, le SIXIEME jour de NOVEMBRE 1918, à DIX heures du matin.

Le shérif,
L. ALAIN.

Bureau du shérif.

Chicoutimi, 20 septembre 1918. 3653—39-2
[Première publication, 28 septembre 1918.]

Lake, plaintiff ; vs FREDERIC HENRI, defendant.

As belonging to the defendant :

A certain immoveable property situated in the town of Black-Lake and being the subdivision No 232 of the lot No. 324, of the official plan and book of reference of the township of Ireland—with the buildings thereon erected. The sale to be made at the charge of a yearly and ground rent of \$10.00 payable to the "Asbestos Corporation of Canada, Ltd", and subject to all clauses, reservations and restrictions enumerated in the deed creating the said rent.

To be sold at the parochial church door of Saint-Désiré-du-Lac-Noir, according to an order of the Court, on the THIRTIETH day of OCTOBER next (1918), at ONE o'clock in the afternoon.

J.-E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 28th September, 1918. 3026—39-2
[First publication, 28th September, 1918].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court of the county of Mégantic, Thetford-Mines.

Arthabaska, to wit : } THE CORPORATION
No. 2187. } of the town of Black-Lake, plaintiff ; vs JOSEPH HAMEL, defendant.

As belonging to the defendant :

A certain immoveable property situated in the town of Black-Lake and being the subdivision No. 140 of lot No. 324 of the official plan and book of reference of the township of Ireland—with the buildings thereon erected. The sale to be made at the charge of a yearly and ground rent of \$10.00 payable to the "Asbestos Corporation of Canada, Ltd" and subject to all clauses, reservations and restrictions enumerated in the deed creating the said rent.

To be sold at the parochial church door of Saint Désiré-du-Lac-Noir, according to an order of the Court, on the THIRTIETH day of OCTOBER next (1918), at ONE o'clock in the afternoon.

J.-E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 28th September, 1918. 3030—39-2
[First publication, 28th September, 1918].

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS

District of Chicoutimi. } THE TOWN OF
No. 4675. } CHICOUTIMI,
plaintiff ; vs EDMOND BOUCHARD, defendant.

As belonging to said defendant :

All that parcel of land or emplacement made up of the lots eight hundred and sixty seven-three (867-3) and eight hundred and sixty one-fourteen (861-14), of the official cadastre of the town of Chicoutimi—together with all the buildings thereon erected and all dependencies.

To be sold at my office, in the Chicoutimi court house, on the SIXTH day of NOVEMBER, 1918, at TEN o'clock in the forenoon.

L. ALAIN,
Sheriff.

Sheriff's office.

Chicoutimi, 20th September, 1918. 3654—39-2
[First publication, 28th September, 1918.]

GASPÉ

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **A. LAFLEUR**, épicier,
No 3457. } de la cité et du dis-
trict de Montréal, demandeur; contre **JOHNNY**
METIVIER, de la cité et du district de Montréal,
défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le premier
rang de Fox, dans le comté de Gaspé, étant la
propriété connue et désignée aux plan et livre
de renvoi officiels du canton de Fox, dans le
comté de Gaspé, sous le numéro cent trente (130),
mesurant un arpent en largeur, plus ou moins, sur
la profondeur du dit lot; borné à l'est par **Léon**
English, à l'ouest par **Antoine Scott**, en front par
la rivière—avec une maison et une grange dessus
construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de la Rivière-au-Renard, dans le dit
comté de Gaspé, le DIXIEME jour d'OCTOBRE
prochain 1918, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

JAS-T. TUZO.

Bureau du shérif.

Percé, le 4 septembre 1918. 3415—36-2

[Première publication, 7 septembre 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **A. LAFLEUR**, grocer, of
No. 3457. } the city and district
of Montreal, plaintiff; against **JOHNNY METI-**
VIER, of the city and district of Montreal,
defendant.

A lot of land lying and situate in the first
range of Fox, in the county of Gaspé, being the
property known and designated on the official
plan and book of reference of the township of
Fox, in the county of Gaspé, under the number
one hundred and thirty (130), containing one
arpent in width, more or less, on the depth of
the said lot; bounded towards the east by
Léon English, towards the west by **Antoine**
Scott, in front by the river—with a house and
barn thereon erected, circumstances and depend-
encies.

To be sold at the church door of the parish of
Rivière-au-Renard, in the said county of Gaspé,
on the TENTH day of OCTOBER next, 1918,
at TWO o'clock in the afternoon.

JAS-T. TUZO,

Sheriff.

Sheriff's office.

Percé, 4th September, 1918. 3416—36-2

[First publication, 7th September, 1918.]

IBERVILLE

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } **NAPOLEON HAR-**
No 109. } **BEC**, bourgeois, de
la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, deman-
deur; contre **AUGUSTE FRECHETTE**, du
même lieu, défendeur.

Les lots de ville connus et désignés sous les
numéros mille soixante et sept, mille soixante et
huit, mille soixante et neuf et mille soixante et
dix, du cadastre officiel de la ville de Saint-Jean,
dans le district d'Iberville—avec les bâtisses y
érigées.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de
justice, en la cité de Saint-Jean, district d'Iber-
ville, le HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain
(1918), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

ARTHUR LASNIER

Bureau du shérif,

Saint-Jean, 30 août 1918. 3375—36-2

[Première publication, 7 septembre 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Iberville.

Saint-John's, to wit: } **NAPOLEON HARBEC**,
No. 109. } gentlemen, of the
city of Saint John's, district of Iberville, plaintiff;
against **AUGUSTE FRECHETTE**, of the same
place, defendant.

The lots numbers one thousand and sixty
seven, one thousand and sixty eight, one thousand
and sixty nine and one thousand and seventy, of
the official cadaster of the town of Saint John's,
in the district of Iberville—with the buildings
thereon erected.

To be sold at my office, in the court house, in
the city of Saint John's, district of Iberville, the
EIGHTH day of OCTOBER next (1918), at
ELEVEN of the clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,

Sheriff.

Sheriff's office,

Saint John's, 30th August, 1918. 3376—36-2

[First publication, 7th September, 1918.]

MONTCALM

MONTCALM

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montcalm.

Mont-Laurier, à savoir: } **EDOUARD RI-**
No 475. } **CHARD**, entre-
preneur; **ARTHUR PAINCHAUD**, commer-
çant; **GEORGES PAINCHAUD**, commerçant,
tous trois du canton Boyer, comté de Labelle,
district de Montcalm, et **EVELINE MIQUE-**
LON, née **PICARD**, de Danville, veuve de
Arsène-C. Miquelon, faisant affaires sous les nom
et raison sociale de "Miquelon, Richard &

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montcalm.

Mont-Laurier, to wit: } **EDOUARD RICHARD**,
No. 475. } contractor; **ARTHUR**
PAINCHAUD, trader; **GEORGES PAIN-**
CHAUD, trader, all three of the township of
Boyer, county of Labelle, district of Montcalm,
and **EVELINE MIQUELON**, née **PICARD**, of
Danville, widow of **Arsène-C. Miquelon**, carrying
on business under the firm name and style of
Miquelon, Richard & Painchaud, as general

Painchaud" comme marchands généraux, à chemin Gouin, dans le district de Montcalm et ailleurs, demandeurs ; vs PHILIPPE DUREAULT, du canton Boyer, dit district de Montcalm ; défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

1. Un lot de terre connu et désigné comme étant le lot (No 21), vingt et un du rang deux, dans le canton Boyer—avec bâtisses dessus érigées ;

2. Un emplacement faisant partie du lot (No 10), dix, rang trois, canton Boyer—avec bâtisses dessus érigées ; borné à l'ouest par le chemin de fer appartenant au Canadian Pacific Railway, et à l'est, au nord et au sud par le résidu du dit lot (No 10), numéro dix du rang trois, du canton Boyer, appartenant à Painchaud & Miquelon.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Hughes-d'Hébert, le DOUZIEME jour d'OCTOBRE mil neuf cent dix-huit (1918), à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

RODOLPHE ROBERT.

Bureau du shérif,

Mont-Laurier, 3 septembre 1918.

3377—36-2

[Première publication, 7 septembre 1918.]

merchants, at Gouin road, in the district of Montcalm and elsewhere, plaintiffs ; vs PHILIPPE DUREAULT, of the township of Boyer, said district of Montcalm, defendant.

As belonging to the defendant :

1. That certain lot of land known and designated as being the lot number twenty one (No. 21), of range two, in the township of Boyer—with the buildings thereon erected ;

2. That certain emplacement forming part of the lot number ten (No. 10), range three, township of Boyer—with the buildings thereon erected ; bounded on the west by the railway belonging to the Canadian Pacific Railway and on the east, north and south by the residue of said lot number ten (No. 10), of range three of the township of Boyer, belonging to Painchaud & Miquelon.

To be sold at the parochial church door of Saint-Hughes-d'Hébert, on the TWELFTH day of OCTOBER, one thousand nine hundred and eighteen (1918), at THREE o'clock in the afternoon.

RODOLPHE ROBERT,

Sheriff.

Sheriff's office,

Mont-Laurier, 3rd September, 1918.

3378—36-2

[First publication, 7th September, 1918.]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) CHARLES-E.-L. PORTEOUS, demandeur ; vs C.-E. MARTIN, défendeur.

Un emplacement, dans la cité de Montréal, connu comme étant le lot numéro 1789, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue McTavish, avec les droits en arrière du dit lot et dans la ruelle au nord-ouest de la terrasse du Prince-de-Galles, et y communiquant en commun avec d'autres—avec la résidence dessus construite connue sous le numéro 24 de la rue McTavish.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE ET UNIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 25 septembre 1918. 3683—39-2

[Première publication, 28 septembre 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) THE TRUST & LOAN COMPANY OF CANADA, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, demanderesse ; vs GORDIEN COURVILLE, défendeur ; et L.-A. BEDARD, curateur au délaissement.

Le lot connu et désigné sous le Numéro mille neuf-cent-trente-trois de la subdivision du lot originaire numéro cent quarante-huit (148-1933), aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelega, ayant front sur la rue Ontario-Est, en la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées et un droit de passage en commun avec d'autres y ayant droit, dans la ruelle en arrière du dit lot et connu sous le numéro mille neuf

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) CHARLES-E.-L. PORTEOUS, plaintiff ; vs C.-E. MARTIN, defendant.

An emplacement, in the city of Montreal, known as being the lot number 1789, on the official plan and book of reference of Saint-Antoine ward of the city of Montreal ; bounded in front by McTavish street, with the rights in the rear of the said lot and in the lane on the north-west of the Prince of Wales terrace, and communicating therewith in common with others—with the residence thereon erected known under the number 24 of McTavish street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 25th September, 1918. 3684—39-2

[First publication, 28th September, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) THE TRUST & LOAN COMPANY OF CANADA, a body politic and corporate, duly incorporated, having its chief place of business for the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, plaintiff ; vs GORDIEN COURVILLE, defendant ; and L.-A. BEDARD, curator to the surrender of property made herein.

That certain lot known and designated under the number one thousand nine hundred and thirty three of the subdivision of primitive lot number one hundred and forty eight (148-1933), on the official plan and book of reference of Hochelega village, fronting on Ontario street East, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected and a right of way in common with others having rights therein, in the lane

cent trente-cinq de la subdivision du lot originaire numéro cent quarante-huit (148-1935), aux dits plan et livre de renvoi officiels.

Avis est par les présentes donné que la vente de l'immeuble ci-haut décrit qui a eu lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le cinquième jour de septembre courant, aura lieu de nouveau au même endroit, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin, à la folle enchère de Frank Axler, suivant jugement de l'hon. juge Duclos, en date du 20 septembre 1918.

Un dépôt de \$400.00 sera exigé de tout enchérisseur avant de recevoir son enchère, suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, daté le 23 septembre 1918.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.
Montréal, 25 septembre 1918. 3685

at the rear of said lot and known under the number one thousand nine hundred and thirty five of the subdivision of primitive lot number one hundred and forty eight (148-1935), on said official plan and book of reference.

Notice is hereby given that the above described immovable which was sold at my office, in the city of Montreal, on the fifth day of September instant, will again be sold at the same place, on the TWENTY SIXTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon, for the false bidding of Frank Axler, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Duclos, dated the 20th September, 1918.

A deposit of \$400.00 shall be exacted from each and every bidder before the acceptance of his bid, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Bruneau, dated the 23rd September, 1918.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 25th September, 1918. 3686

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) **M**ADEMOISELLE
No 16511.) **M**ARIE-BLAN-
CHE-ANTOINETTE BOISMENUE, fille ma-
jeure et usant de ses droits, demanderesse ; vs
MADEMOISELLE A. MORIN, défenderesse.

Deux lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur la rue Azilda, de ladite cité, connus et désignés sous les numéros sept cent cinquante-cinq et sept cent cinquante-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-dix-neuf (399-755 et 756), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,
P.-M. DURAND.

Bureau du shérif,
Montréal, 4 septembre 1918. 3381—36-2
[Première publication, 7 septembre 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) **M**ISS MARIE-BLAN-
No. 16511.) **M**CHE-ANTOINET-
TE BOISMENUE, spinster in the full exercise
of her rights, plaintiff ; vs **M**ISS A. MORIN,
Defendant.

Two lots of land lying and situated in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Azilda street, in said city, known and designated under the numbers seven hundred and fifty five and seven hundred and fifty six of the official subdivision of original lot number three hundred and ninety nine (399-755 and 756), of the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe—with the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P.-M. DURAND,
Deputy sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 4th Sept., 1918. 3382—36-2
[First publication, 7th September, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) **L**A BANQUE D'HON-
No 4195.) **L**CHELAGA corpora-
tion de banque légalement constituée, ayant son
siège social en les cité et district de Montréal,
demanderesse ; contre **A**MABLE LALLEMAND,
défendeur.

Un terrain situé à Lachine, dans la paroisse de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, connu et désigné sous le numéro soixante-quatorze de la subdivision du lot numéro huit cent soixante-quinze (875-74), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, contenant une superficie de 20106 pieds, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées et droit de passage existant en faveur dudit terrain.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le député-shérif,
P.-M. DURAND.

Bureau du shérif.
Montréal, 4 septembre 1918. 3385—36-2
[Première publication, 7 septembre 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) **L**A BANQUE D'HON-
No. 4195.) **L**CHELAGA, a bank
corporation legally constituted, with its place of
business in the city and district of Montreal,
plaintiff ; against **A**MABLE LALLEMAND,
defendant.

A lot of land situate at Lachine, in the parish of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, known and designated under the number seventy four of the subdivision of the lot number eight hundred and seventy five (875-74), on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, containing an area of 20106 feet, English measurement, more or less—with buildings thereon erected and right of way existing in favor of the said lot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P.-M. DURAND,
Deputy sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 4th September, 1918. 3386—36-2
[First publication, 7th September, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA CITÉ DE VER-**
 No 416. } **DUN**, corporation
 légalement constituée, ayant son siège social en
 la cité de Verdun, district de Montréal, deman-
 deresse ; vs J.-ANTOINE-H. HEBERT, défen-
 deur.

Deux emplacements situés dans la cité de
 Verdun, connus et désignés comme étant les
 Nos 598 et 599 de la subdivision du lot officiel
 No 3405, aux plan et livre de renvoi officiels
 de la paroisse de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
 Montréal, le ONZIEME jour d'OCTOBRE pro-
 chain, à MIDI.

Le député-shérif,

P.-M. DURAND.

Bureau du shérif,

Montréal, 4 septembre 1918. 3387—36-2
 [Première publication, 7 septembre 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **TREFFLE BASTIEN**,
 No 3348. } demandeur ; vs JO-
 SEPH GIBOULEAU ET AL., défendeurs.

Deux terres situées dans la paroisse de Sainte-
 Rose, district de Montréal, connues et désignées
 aux plan et livre de renvoi officiels de la dite pa-
 roisse de Sainte-Rose, sous les Nos 340 et 344, et
 trois autres terres situées en la côte Perron, de la
 paroisse de Sainte-Rose, connues et désignées
 sous les Nos 398-399-404 et 405, aux plan et livre
 de renvoi officiels de ladite paroisse de Sainte-
 Rose—et circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église pa-
 roissiale de la paroisse de Sainte-Rose, le DIX-
 IEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE
 heures du matin.

Le député-shérif,

P.-M. DURAND.

Bureau du shérif,

Montréal, 4 septembre 1918. 3389—36-2
 [Première publication, 7 septembre 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **J. A. THERRIEN**, de-
 No 1668. } mandeur ; contre J.-
 L. BEAUCHEMIN ET AL., défendeurs.

Comme appartenant à E. Bélaïr, l'un des
 défendeurs en cette cause.

Un emplacement ayant front sur l'avenue de
 l'Épée, en la cité d'Outremont, mesurant 24
 pieds de front sur 80 pieds de profondeur,
 mesure anglaise et plus ou moins, sans aucune
 garantie de mesure précise, le plus ou le moins
 devant se trouver au bénéfice ou à la perte de
 l'acquéreur, étant la subdivision un de la sub-
 division deux cent quarante et un, du lot origi-
 naire numéro trente-trois (33-241-1), aux plan
 et livre de renvoi officiels de la paroisse de
 Montréal—avec une maison portant les numé-
 ros 745, 745a et 745b de l'avenue de l'Épée, et
 autres bâtisses sans érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
 Montréal, le DIXIEME jour d'OCTOBRE pro-
 chain, à ONZE heures du matin.

Le député shérif,

P.-M. DURAND.

Bureau du shérif,

Montréal, 4 septembre 1918. 3391—36-2
 [Première publication, 7 septembre 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE CITY OF VER-**
 No. 416. } **DUN**, a body politic
 and corporate having its head office in the city
 of Verdun, district of Montreal, plaintiff ; vs
 J.-ANTOINE-H. HEBERT, defendant.

Two emplacements situated in the city of
 Verdun, known and designated as being the
 Nos. 598 and 599 of the subdivision of official
 lot No. 3405, on the official plan and book of
 reference of the parish of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the ELEVENTH day of OCTOBER next,
 at TWELVE o'clock NOON.

P.-M. DURAND,

Deputy sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 4th September, 1918. 3388—36-2
 [First publication, 7th September, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **TREFFLE BASTIEN**,
 No. 3348. } plaintiff ; vs JOSEPH
 GIBOULEAU ET AL., defendants.

Two farms situated in the parish of Sainte
 Rose, district of Montreal, known and designated
 on the official plan and book of reference of said
 parish of Sainte Rose, under the Nos 340 and 344,
 and three other farms situated at Cote Perron, of
 the parish of Sainte Rose, known and designated
 under the Nos 398-399-404 and 405, on the offi-
 cial plan and book of reference of said parish of
 Sainte Rose—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the
 parish of Sainte Rose, on the TENTH day of
 OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the
 forenoon.

P.-M. DURAND,

Deputy sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 4th September, 1918. 3390—36-2
 [First publication, 7th September, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **J. A. THERRIEN**, plain-
 No. 1668. } tiff ; against J.-L.
 BEAUCHEMIN ET AL., defendants.

As belonging to E. Bélaïr, one of the defend-
 ants in this cause.

An emplacement fronting on l'avenue de
 l'Épée, in the city of Outremont, measuring 24
 feet in front by 80 feet in depth, English
 measurement and more or less, without war-
 ranty of exact measurement, the more or the
 less to be at the benefit or less of the purcha-
 ser, being the subdivision one of the subdivision
 two hundred and forty one of the primitive lot
 number thirty three (33-241-1), on the official
 plan and book of reference of the parish of
 Montreal—with a house bearing the numbers
 745, 745a and 745b, of l'avenue de l'Épée, and
 other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Mont-
 real, on the TENTH day of OCTOBER next,
 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P.-M. DURAND,

Deputy sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 4th September, 1918. 3392—32-2
 [First publication, 7th September, 1918.]

NICOLET

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Nicolet.

Nicolet, à savoir : } **E**UCLIDE POISSON,
No 213. } marchand, de la pa-
roisse de Sainte-Marie-de-Blandford, demandeur;
contre DAME HOMELDA LEVASSEUR,
épouse séparée de biens de Téléphore-G. Cha-
rette, tous deux de la paroisse de Sainte-Marie-
de-Blandford, marchande publique, faisant affai-
res comme telle dans cette paroisse, défenderesse.

1. Une terre étant la moitié nord-ouest du lot de terre No six, du quatrième rang du canton de Blandford, maintenant connue et désignée comme étant la moitié nord-ouest du lot numéro cent ($\frac{1}{2}$ n.-o. 100), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford, contenant en entier ledit lot, environ cent quarante arpents en superficie, —avec une maison dessus construite, sous la réserve cependant 1. d'un terrain d'un arpent et quart carré sur ce que dessus vendu, qui est le cimetière paroissial ; 2. de tout le terrain ou fronteau dudit cimetière sur une largeur de trente pieds ; 3. d'une autre petite lisière de trente-six pieds de largeur sur cent soixante et quatre pieds de longueur, le tout tel que réservé dans la vente de ladite terre par Thomas Binette, acte devant J.-L. Tourigny, notaire, le 23 juillet 1915 ;

2. Un lopin de terre sur le sixième rang, côté nord-est, de la paroisse de Gentilly, contenant six arpents de front sur environ vingt-sept arpents de profondeur, plus ou moins et sans garantie de mesure précise, désigné comme étant les numéros huit cent quarante-sept, huit cent quarante-huit et huit cent quarante-neuf (847, 848 et 849), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Gentilly ;

3. Un terrain situé sur le quatrième rang du canton de Blandford, en ladite paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford, contenant un arpent de largeur sur treize arpents de profondeur, faisant partie du lot No cinq dudit rang, et désigné au cadastre officiel de Sainte-Marie-de-Blandford comme faisant partie du lot numéro cent un (p. 101) ; joignant au sud à la route du 4ième rang, au nord à Joseph Charette, à l'est à Wilfrid Soulard, et à l'ouest à Noel Fournier—sans bâtisse.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Marie-de-Blandford, le CIN-
QUIEME jour de NOVEMBRE 1918, à
UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

J.-H.-O. HEBERT.

Bureau du shérif.

Nicolet, 24 septembre 1918. 3655—39-2
[Première publication, 28 septembre 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Nicolet.

Nicolet, to wit : } **E**UCLIDE POISSON,
No. 213. } merchant, of the parish
of Sainte-Marie-de-Blandford, plaintiff ; against
DAME HOMELDA LEVASSEUR, wife separ-
ate as to property of Telesphore-G. Charette,
both of the parish of Sainte-Marie-de-Blandford,
public trader, carrying on business as such in
said parish, defendant.

1. A land being the northwest half of the lot of land No. six of the fourth range of the township of Blandford, now known and designated as being the northwest half of the lot number one hundred (n. w. $\frac{1}{2}$ of 100), of the official cadastral plan and book of reference of the county of Nicolet, for the parish of Sainte-Marie-de-Blandford, containing the whole of said lot about one hundred and forty arpents in superficies—with a house thereon erected ; to be deducted therefrom however : 1. a parcel of land of one arpent and a quarter square out of the part sold, being the parochial cemetery ; 2. all the land in front of the cemetery on a width of thirty feet ; 3. another small strip of land of thirty six feet in width by one hundred and sixty four feet in length, the whole as reserved in the sale of said land by Thomas Binette, by deed before J.-L. Tourigny, notary, dated the 23rd July, 1915 ;

2. Another parcel of land in the sixth range, northeast side, of the parish of Gentilly, containing six arpents in front by about twenty seven arpents in depth, more or less, and without warranty as to precise measurements, designated as being the numbers eight hundred and forty seven, eight hundred and forty eight and eight hundred and forty nine (847, 848 and 849), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Gentilly ;

3. Another parcel of land situated in the fourth range of the township of Blandford, in said parish of Sainte-Marie-de-Blandford, containing one arpent in width by thirteen arpents in depth, forming part of the lot No. five of said range, and designated on the official cadastre of Sainte-Marie-de-Blandford as forming part of the lot number one hundred and one (pt. 101) ; bounded on the south by the road of the 4th range, on the north by Joseph Charette, on the east by Wilfrid Soulard, and on the west by Noel Fournier—without buildings.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Marie-de-Blandford, on the FIFTH day of NOVEMBER next, 1918, at ONE o'clock in the afternoon.

J.-H.-O. HEBERT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Nicolet, 24th September, 1918. 3656—39-2
[First publication, 28th September, 1918.]

QUÉBEC

QUEBEC

FIERI FACIAS

Cour de recorder.

Québec, à savoir : } **L**A CITÉ DE QUÉBEC;
No 417. } contre DAME EMELIE
TRUDEL, de la cité de Québec, veuve de
Zéphirin Drolet, à savoir :
Le lot No 419 (quatre cent dix-neuf), du cadas-

FIERI FACIAS

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **T**HE CITY OF QUEBEC;
No. 417. } against DAME EME-
LIE TRUDEL, of the city of Quebec, widow of
Zéphirin Drolet, to wit :
The lot No. 419 (four hundred and nineteen),

tre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue du Roi—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet à une rente annuelle et constituée de \$5.00 payable à W. Clint ou à ses représentants le 1er septembre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTE ET UNIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le député shérif,

ED. BEGIN.

Bureau du shérif.

Québec, 26 Septembre 1918. 3689—39-2
[Première publication, 28 septembre 1918.]
[Deuxième publication, 12 octobre 1918.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit.

Montréal, à savoir :) **D**ELLE FORTUNATE
No 1632.) **B**EAUDOIN, fille
majeure, des cité et district de Montréal ; contre
ALEX VEZINA, journalier, de la cité et du
district de Montréal.

Partie du lot No 66 (soixante et six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, étant un emplacement situé en la paroisse de Saint-Marc, contenant environ 32 pieds de largeur, plus ou moins, sur un demi arpent de profondeur ; bornée au sud-ouest au chemin public, au nord-est à Octave Naud, au nord à Octave Naud, et au sud à Victor Beaucage—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Marc, comté de Portneuf, le DIX-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 12 septembre 1918. 3487—37-2
[Première publication, 14 septembre 1918].
[Deuxième publication, 28 septembre 1918].

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir :) **L**OUIS-GERMAIN
No 2740.) **C**HABOT, relieur, agissant
tant personnellement qu'en sa qualité
d'exécuteur testamentaire et administrateur aux
biens de la succession de feu Joseph-Alfred
Chabot, de son vivant de Québec, marchand ;
contre JOSEPH-EUGENE ST. LAURENT, de
Québec, comptable, agissant en sa qualité de
tuteur à Marguerite, Julienne et Irène, enfants
mineurs issues de son mariage avec feu Dame
Alice Vézina.

Le lot No 3801 (trois mille huit cent un), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, maintenant quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Jean—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, avec en plus droit de mitoyenneté avec Dame Didace Hamel, dans le passage divisant les deux propriétés.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif,

Québec, 12 septembre 1918. 3489—37-2
[Première publication, 14 septembre 1918.]
[Deuxième publication, 28 septembre 1918.]

of the official cadastre for Saint Roch ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on King street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to an annual constituted ground rent of \$5.00 payable to W. Clint or his representatives on the 1st September.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTY FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 26th September, 1918. 3690—39-2
[First publication, 28th September, 1918.]
[Second publication, 12th October, 1918.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Montreal, to wit :) **M**ISS FORTUNATE
No. 1632.) **B**EAUDOIN,
spinster, of the city and district of Montreal ;
against ALEX VEZINA, laborer, of the city and
district of Montreal.

Part of the lot No 66 (sixty six), of the official cadastre for the parish of Saint Alban, county of Portneuf, being an emplacement situate in the parish of Saint Marc, containing about 32 feet in width, more or less, by one half arpent in depth ; bounded on the southwest by the public road, on the northeast by Octave Naud, on the north by Octave Naud, and on the south by Victor Beaucage—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Marc, county of Portneuf, on the EIGHT-EENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 12th September, 1918. 3488—37-2
[First publication, 14th September, 1918].
[Second publication, 28th September, 1918].

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit :) **L**OUIS-GERMAIN
No. 2740.) **C**HABOT, bookbinder, both
personally and in his quality of testamentary
executor and administrator of the estate of the
late Joseph-Alfred Chabot, in his lifetime of
Québec, merchant ; against JOSEPH-EUGENE
ST. LAURENT, of Québec, accountant, in his
quality of tutor to Marguerite, Julienne and
Irène, minor children issued of his marriage
with the late Dame Alice Vézina.

The lot No. 3801 (three thousand eight hundred and one), of the official cadastre for Montcalm ward, now Saint-Jean-Baptiste ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on St. John street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, together with the right of *mitoyenneté* with Dame Didace Hamel, in the passage between the two properties.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the EIGHTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office,

Quebec, 12th September, 1918. 3490—37-2
[First publication, 14th September, 1918.]
[Second publication, 28th September, 1918.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **E**DOUARD BUTEAU, de
No 1944. } Saint-Lambert, comté
de Lévis ; contre OVIDE GUAY, de Berlin,
état du New Hampshire, Etats-Unis d'Amérique.

1. Le lot No 382 (trois cent quatre-vingt-deux) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Etienne, de-Lauzon, comté de Lévis, étant un terrain situé dans la concession Pétée—circonstances et dépendances ;

2. Les lots Nos 244 et 245 (deux cent quarante-quatre et deux cent quarante-cinq) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Lambert, comté de Lévis, étant un terrain situé dans le rang Belvège—circonstances et dépendances. A distraire du lot No 245 la partie vendue à la commission scolaire de Saint-Lambert.

Pour être vendu le lot en premier lieu décrit à la porte de l'église paroissiale de Saint-Etienne-de-Lauzon, comté de Lévis, le SEIZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Pour être vendus les lots en deuxième lieu décrit en bloc, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Lambert, comté de Lévis, le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 12 septembre 1918. 3491—37-2
[Première publication, 14 septembre 1918.]
[Deuxième publication, 28 septembre 1918.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **E**DOUARD BUTEAU, of
No. 1944. } Saint Lambert, county
of Levis ; against OVIDE GUAY, of Berlin, state
of New Hampshire, United States of America.

1. The lot No. 382 (three hundred and eighty two) of the official cadastre of the parish of Saint Etienne-de-Lauzon, county of Levis, being a lot of land situate in the Pétée concession—circumstances and dependencies ;

2. The lots Nos 244 and 245 (two hundred and forty four and two hundred and forty five), of the official cadastre of the parish of Saint Lambert, county of Levis, being a lot of land situate in Belvège range—circumstances and dependencies. To be deducted from lot No. 245 the part sold to the school commission of Saint Lambert.

To be sold the lot firstly above described at the parochial church door of Saint-Etienne-de-Lauzon, county of Levis, on the SIXTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

To be sold the lots secondly above described, *en bloc*, at the parochial church door of Saint-Lambert, county of Levis, on the SEVENTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 12th September, 1918. 3492—37-2
[First publication, 14th September, 1918].
[Second publication, 28th September, 1918].

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **F**RITZ-E. L.O-
No 492. } VELL, de la ville

de Coaticook, dans le district de Saint-François, marchand de bois, négociant et industriel, et faisant affaires comme tel sous la raison sociale de H. Lovell & Sons, demandeur ; vs JOSEPH BOUCHER, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur, Joseph Boucher :

Le lot de terre situé dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, et connu aux plan et livre de renvoi du cadastre de la cité de de Sherbrooke, dans le quartier est d'icelle, comme étant le lot de subdivision numéro douze, détaché du lot numéro huit cent quatre-vingt-seize, sur lesdits plan et livre de renvoi cadastraux dudit quartier est (896-12) ; borné au nord par le lot de subdivision numéro treize du lot 896, à l'est par le lot de subdivision numéro quinze dudit lot numéro 896, au sud par la rue Guy, détaché du lot de subdivision numéro seize dudit lot numéro 896, et à l'ouest par les lots de subdivision numéro dix et onze dudit lot numéro 896, et mesurant 8360 pieds carrés, mesure anglaise—avec toutes les bâtisses et améliorations dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice de ladite cité de Sherbrooke, dit district, le TRENTIEME jour d'OCTOBRE prochain 1918, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,

ART. LAGUEUX.

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 28 septembre 1918. 3659—39-2
[Première publication, 28 septembre 1918.]

SAINT-FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Francis.

Saint-Francis, to wit : } **F**RITZ-E. LOVELL,
No. 492. } of the town of Coa-
ticook, in the district of Saint-Francis, lumber
dealer, trader and manufacturer, and as such
doing business there under the firm name of
H. Lovell & Sons, plaintiff ; vs JOSEPH BOU-
CHER, of the city of Sherbrooke, in the district
of Saint-Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant, Joseph Boucher :

Lot of land situated in the city of Sherbrooke, in the district of Saint-Francis, and known on the cadastral plan and book of reference for the city of Sherbrooke, in the east ward thereof, as subdivision lot number twelve, taken out of lot number eight hundred and ninety six, on the said cadastral plan and book of reference for the east ward thereof (896-12) ; bounded on the north by subdivision lot number thirteen of lot 896, on the east by subdivision lot number fifteen of said lot number 896, on the south by Guy street, taken from subdivision lot number sixteen of said lot number 896, and on the west by subdivision lots number ten and eleven of said lot number 896, and containing 8,360 square feet, English measure—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at my office, in the Court House of the said city of Sherbrooke, said district, on the THIRTIETH day of OCTOBER next, 1918, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ART. LAGUEUX,

Deputy-sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 28th September, 1918.
3660—39-2
[First publication, 28th September, 1918.]

TROIS-RIVIÈRES

THREE RIVERS

MANDAT DU CURATEUR.

Cour supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } *IN RE* : EMERY
No 94. } HOUDE, requé-
rant-cession ; vs MANDOZA FISETTE, débi-
teur-cédant ; et JOSEPH-ARTHUR TRUDEL,
curateur.

Comme appartenant audit débiteur-cédant,
savoir :

1. Un certain terrain pouvant former cinq arpents en superficie, plus ou moins, suivant les bornes suivantes : en front aux emplacements d'Amédée Houde, Arthur Cossette, Philippe Houde, Prosper Jacob, Onésime Cossette, en profondeur à l'acquéreur, d'un côté à la route dite de l'Église, et de l'autre côté à Alphé Gagnon—sans bâtisse dessus, étant partie du numéro quatre-vingt-seize (Pte No 96) du cadastre de la paroisse de Saint-Prosper, dans le premier rang Saint-Augustin ;

2. Une terre située dans la paroisse de Saint-Prosper, dans le premier rang Saint-Augustin, étant partie du numéro quatre-vingt-seize (Pte No 96) du cadastre de la paroisse de Saint-Prosper, contenant un arpent, quatre perches et treize pieds de largeur sur dix-sept arpents et demi de longueur, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure ; bornée en front à J.-A. Frigon, la ligne devant partie du grand ruisseau, du côté nord-est et traverser en droite ligne du côté sud-ouest, en profondeur au chemin public des terres du rang Saint-Edouard, au nord-est à la route de l'Église, et au sud-ouest à Alphé Gagnon ;

3. Un emplacement portant le numéro quatre-vingt-dix-neuf (No 99) du cadastre de la paroisse de Saint-Prosper, dans le rang Saint-Augustin sud-est, contenant un quart d'arpent de large sur un arpent, une perche et douze pieds de profondeur, plus ou moins suivant les bornes suivantes : en front au chemin public, en profondeur à Alphé Gagnon, d'un côté au sud-ouest à Dolor Massicotte, et de l'autre côté au nord-est audit Alphé Gagnon—avec maison, boutique et autres bâtisses y érigées, et le droit de l'eau de l'aqueduc Saint-Joseph comme le débiteur-cédant le possédait ;

4. Une terre contenant environ soixante et seize arpents en superficie, étant partie des lots numéros six, sept et huit (Ptes Nos 6, 7 et 8) du cadastre de la paroisse de Saint-Prosper ; bornée en front à un chemin public, en profondeur à la ligne entre la paroisse de Saint-Prosper et celle de Sainte-Anne-de-la-Pérade, d'un côté à Joseph Rompré, et de l'autre côté à Jules Ebacher ;

5. Une terre située dans le rang Saint-Charles, en la dite paroisse, étant le lot numéro quatre cent quarante-neuf (No 449), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Prosper, en bois debout, circonstances et dépendances ;

6. Une terre à bois située au second rang Price, en la paroisse de Saint-Prosper, contenant trois arpents de largeur sur sept à huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins, et bornée comme suit : En front à un cours d'eau naturel, en profondeur au cordon des terres du rang Saint-Charles, d'un côté à la terre ci-après décrite, et de l'autre côté au nord aux représentants de Jos.-Nazaire Rompré ; ladite terre faisant partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-cinq (Pte No 585) du cadastre officiel de ladite paroisse ;

7. Une terre à bois voisine de celle ci-dessus en sixième lieu décrite, étant le lot numéro cinq cent quatre-vingt-six (No 586), du cadastre

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } *IN RE* : EMERY
No. 94. } HOUDE, petitioner
for assignment ; vs MANDOZA FISETTE,
insolvent-debtor ; and JOSEPH-ARTHUR
TRUDEL, curator.

As belonging to the said insolvent-debtor,
to wit :

1. That certain piece of land of about five arpents in superficies, more or less, with the following boundaries : in front the emplacements of Amédée Houde, Arthur Cossette, Philippe Houde, Prosper Jacob, Onésime Cossette, in rear the purchaser, on one side the road called "Church road", and on the other side, by Alphé Gagnon—without building thereon, being part of the number ninety six (Pt. No. 96) of the cadastre of the parish of Saint Prosper, in the first range of Saint-Augustin ;

2. A farm situate in the parish of Saint Prosper, in the first range of Saint Augustin, being part of the number ninety six (Pt. No. 96) of the cadastre of the parish of Saint Prosper, containing one arpent, four perches and thirteen feet in width by seventeen arpents and a half in length, the whole more or less, without warranty as to precise measurements ; bounded in front by J.-A. Frigon, the line to start from the large brook, on the northeast side and cross in a straight line to the southwest side, in rear by the public road of the lands of Saint Edouard range, on the northeast by the Church road, and on the south west by Alphé Gagnon ;

3. An emplacement bearing the number ninety nine (No. 99) of the cadastre of the parish of Saint Prosper, in the south range Saint Augustin, containing one quarter arpent in width by one arpent, one perch and twelve feet in depth, more or less according the following boundaries : in front the public road, in depth Alphée Gagnon, on one side to the southwest by Dolor Massicotte and on the other side to the northeast by said Alphé Gagnon—with a house, shop and other buildings thereon erected, and the right to the water of Saint Joseph's waterworks as held by the insolvent debtor ;

4. A farm containing about seventy six arpents in superficies, being part of the lots numbers six, seven and eight (Pts Nos 6, 7 and 8) of the cadastre of the parish of Saint-Prosper ; bounded in front by a public road, in rear by the line between the parish of Saint-Prosper and that of Sainte-Anne-de-la-Pérade, on one side by Joseph Rompré and on the other side by Jules Ebacher ;

5. A farm situate in Saint-Charles range, in said parish, being the lot number four hundred and forty nine (No. 449), of the official cadastre of said parish of Saint-Prosper, in standing timber, circumstances and dependencies ;

6. A timber land situate in the second Price range, in the parish of Saint-Prosper, containing three arpents in width by seven or eight arpents in depth, the whole more or less, and bounded as follows : in front by a natural stream, in depth by the range line of the lands of Saint-Charles range, on one side by the land described herebelow, and on the other side to the north by the representatives of Jos.-Nazaire Rompré ; the said land forming part of the lot number five hundred and eighty five (Pt. No. 585) of the official cadastre of said parish ;

7. Another timber land contiguous to the one sixthly above described, being the lot number five hundred and eighty six (No. 586), of the

officiel de ladite paroisse, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prosper, dans le comté de Champlain, le NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, 30 août 1918. 3399—36-2
[Première publication, 7 septembre 1918.]

official cadastre of said parish, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Prosper, in the county of Champlain, on the NINTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff.

Sheriff's office.
Three Rivers, 30th August, 1918. 3400—36-2
[First publication, 7th September, 1918.]

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'en
Assistant-Procurer- } vertu de la loi
Général. } 6 George V, chapitre 8,
le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation qui entre en vigueur au jour qu'il indique, créer des municipalités de cantons, de cantons-unis ou de parties de cantons, dans le territoire des comtés de Pontiac et de Témiscamingue situé au nord de la ligne 48° de latitude, pourvu que ces cantons ou parties de cantons remplissent les conditions exigées par la dite loi ;

ATTENDU qu'une requête signée par plus de quinze propriétaires ou occupants résidant dans la partie est des cantons La Reine et Desmeloizes, territoire compris dans la municipalité de la deuxième division du comté de Témiscamingue et situé au nord de la ligne 48° de latitude. Nous a été présentée, demandant d'ériger ce territoire en municipalité de parties de cantons, sous le nom de "La municipalité de la partie est des cantons La Reine et Desmeloizes" ;

ATTENDU qu'il nous a été démontré que ces parties des cantons La Reine et Desmeloizes ne sont comprises dans aucune municipalité locale, qu'elles sont voisines l'une de l'autre et dans le même comté, et qu'elles sont contiguës à une municipalité locale formée en vertu de la dite loi 6 George V, chapitre 8, et enfin qu'il y a, dans ce territoire, au moins cent lots octroyés pour des fins de colonisation ;

ATTENDU qu'il nous a été démontré que la description technique de ce territoire, faite selon les exigences de la loi et figurant le territoire dont on demande l'érection en municipalité locale, a été approuvée par Notre Ministre des Terres et Forêts ;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui nous a été présentée pour l'érection de ce territoire en municipalité :

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions de la loi 6 George V, chapitre 8, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir :

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS in and
Deputy-Attorney- } by virtue of the
General. } Act 6 George V, chapter 8, the Lieutenant-Governor may, by a proclamation, which shall come into force on a day to be fixed thereby, create municipalities of townships, united townships or part of townships, in the territory of the counties of Pontiac and Temiscamingue, situate to the north of the 48th parallel of latitude, provided such townships or parts of townships fulfill the requirements of said Act ;

WHEREAS application, by a petition signed by more than fifteen owners or occupants residing in the east part of the townships of La Reine and Desmeloizes, territory included in the second division of the county of Temiscamingue and situate north of the 48th parallel of latitude, has been made to Us, for the erection of this territory into a municipality of parts of townships, under the name of "The municipality of the east part of the townships of La Reine and Desmeloizes" ;

WHEREAS it has been shewn to Us that these parts of the townships of La Reine and Desmeloizes do not form part of any local municipality, that they are adjacent to one another and in the same county and are contiguous to a local municipality created under the said Act 6 George V, chapter 8 and finally that there are, in this territory, over one hundred lots granted for settlement purposes ;

WHEREAS it has been shewn to Us that the technical description of this territory made according to the requirements of the law and showing the territory sought to be erected into a local municipality has been approved by Our Minister of Lands and Forests ;

WHEREAS all other legal formalities have been complied with and that, in consequence, We have deemed fit to grant the application made to Us for the erection of this territory into a municipality.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Act 6 George V, chapter, 8, We declare, by these presents, that the following territory, viz :

Tout le territoire dans la seconde division du comté de Témiscamingue, formé des parties des deux cantons La Reine et Desmeloizes situées à l'est de la ligne séparative des lots trente et un et trente-deux (31 et 32) ou ligne centrale—dans les dix (10) rangs de chacun des dits cantons, et borné comme suit : Au nord, la ligne limitative entre le territoire d'Abitibi et le comté de Témiscamingue, qui fait aussi à cet endroit la limite nord du canton Desmeloizes ; au sud le canton Rauquemaure ; à l'est, le canton Clermont et la municipalité du canton de La-Sarre, à l'ouest, la municipalité de la partie ouest des cantons-unis de La-Reine et Desmeloizes sera érigé en municipalité et formera à l'avenir "La municipalité de la partie est des cantons de La-Reine et Desmeloizes," à compter de ce jour.

De tous ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE, en l'année mil neuf cent dix-huit de l'ère chrétienne et de Notre règne la neuvième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

3679

C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec,
[L.S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON,
Assistant-Procureur-Général,
Int. } ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 7486 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du ministre de la colonisation, des mines et pêcheries, un plan de chaque cité, ville et village constitué en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et
3. Toute chose propre à faire comprendre le plan.

All that territory in the second division of the county of Temiscamingue, formed of parts of the two townships of La-Reine and Desmeloizes, situate to the east of the divisional line of the lots thirty one and thirty two (31 and 32) or central line—in the ten (10) ranges of both townships and bounded as follows : on the north the boundary line between the territory of Abitibi and the county of Temiscamingue, which is also at that place the north limit of the township of Desmeloizes ; on the south the township of Rauquemaure ; on the east the township of Clermont and the municipality of the township of La-Sarre ; on the west, the municipality of the west part of the united townships of La Reine and Desmeloizes, shall, from this day, be erected into a municipality and henceforth form "The municipality of the east part of the townships of La-Reine and Desmeloizes."

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint-Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this TWENTIETH day of SEPTEMBER, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and eighteen and in the ninth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

3680

Assistant Provincial Secretary

Canada,
Province of
Quebec,
[L.S.]

P.-E. LEBLANC,

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the SEAS, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

J.-A. HUDON,
Acting Deputy Attorney
General. } WHEREAS in virtue of the provisions of article 7486 of the Revised Statutes of the Province of Quebec 1909, it is enacted that the Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries, shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, showing these places and in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;
2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and
3. Everything necessary to the right understanding of such plan.

Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan et indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code civil du Bas-Canada, savoir :

"2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

"La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

"Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus; à défaut de telle désignation l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

"2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

"2170. A compter de ce dépôt, le registrateur doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

"2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registrateur doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquentement dans les autres livres et registres affectant tel lot de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquentement concernant ce lot.

"2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du lieutenant-gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être

Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Minister of Colonization, Mines and Fisheries, may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible; and such date is marked upon it, and the plan which is signed by the Minister of Colonization, Mines and Fisheries remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit:

"2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties conterminous thereto; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

"The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

"As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed: in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

"2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

"2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immoveables mentioned in the second place in article 2161.

"2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must from day to day, make up and continue the index to immoveables by entering under the number of such lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

"2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168, into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the regis-

renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

"Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

"2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

"2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le lieutenant-gouverneur en Conseil peut faire déposer au bureau du registraire de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

"Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du lieutenant-gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises, et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, un plan du cadastre du canton Nédélec, comté de Temiscaming.

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau; ET ATTENDU qu'une copie des dits plan et livre de renvoi certifiée par le dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, a été déposée dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Temiscaming, et reste ouverte à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir; depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries s'est en tout point conformé aux dispositions du dit article 7486 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et à celles du Code civil du Bas-Canada qui s'y rapportent:

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite province, a fixé le vingt-cinquième jour du mois d'octobre prochain, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté

try at length in the book kept for that purpose, of a notice describing the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothees.

"An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

"2173. If such renewal be not affected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

"2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in Council may cause to be filed in the registrar's office of the proper registration division, a correct copy of such plan together with a copy of the book of reference relating thereto.

"The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference, and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothees or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries of Our Province of Quebec has caused to be prepared under his superintendence, an official plan and book of reference of the cadastre of the township of Nedelec, in the county of Temiscaming.

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, and remain of record in his office; AND WHEREAS a copy of such plan and book of reference certified by the said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, have been deposited in the registry office of the registration division of the county of Temiscaming and there remains open to the inspection of the public during office hours, that is to say between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and holidays; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries has, in every respect, complied with the provisions of the said article 7486 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto:

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the twenty-fifth day of the month of October next, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of the county of Temiscaming, relating to the

de Témiscaming, relativement au cadastre du canton Nédélec, faisant partie de la dite division d'enregistrement :

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit vingt-cinquième jour du mois d'octobre prochain, les dispositions de l'article 2168 du Code civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de Témiscaming, relativement au cadastre du canton Nédélec.

Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement du comté de Témiscaming, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit vingt-cinquième jour du mois d'octobre prochain, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUEBEC, ce VINGT- CINQUIEME jour du mois de SEPTEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent dix-huit et de Notre règne le neuvième.

3687 Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Lettres patentes

" Le Matin, limitée "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24 septembre 1918, constituant en corporation MM. Gaston Maillet, Gilbert Larue et Arthur Langlois, journalistes ; Flore Rhéaume et Elisa Aubry, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants :

Publier, imprimer, vendre et exploiter tous journaux, revues et périodiques, et exercer tous pouvoirs, facultés et prérogatives se rattachant à la publication et à l'exploitation de tous tels journaux, revues et périodiques ;

Faire, entreprendre toutes sortes de travaux d'impression, reliures et autres ;

Faire et opérer toutes négociations, transactions, fusions, ou autres opérations, commerciales et financières, se rapportant de près ou de loin à l'entreprise de la compagnie, sous le nom de " Le Matin, limitée ", avec un capital social de cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$199,000.00) divisé en dix-neuf cent quatre-vingt-dix (1990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

cadastre of the townships Nédélec, forming part of the said registration division ;

NOW KNOW YE, that We do by this Our Proclamation, declare that from the said twenty-fifth day of the month of October next, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of the county of Temiscaming, relating to the cadastre of the township of Nédélec.

And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division to renew the same within the period of two years after the said twenty-fifth day of the month of October next, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this TWENTY-FIFTH day of the month of SEPTEMBER in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and eighteen, and in the ninth year of Our Reign.

3688 By command,
C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Lettres patent

" Le Matin, limitée "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth September, 1918, incorporating Messrs. Gaston Maillet, Gilbert Larue and Arthur Langlois, journalists, Flore Rheaume and Elisa Aubry, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To publish, print, sell and exploit any newspapers, reviews, and periodicals and exercise all powers, faculties and prerogatives incidental to the publishing and exploitation of any such newspapers, reviews and periodicals ;

To do and undertake all sorts of printing, book-binding and other works ;

To carry on and do any negotiations, transactions, amalgamations or other commercial and financial operations closely or remotely connected with the company's undertaking, under the name of " Le Matin, limitée ", with a capital stock of one hundred and ninety nine thousand dollars (\$199,000.00), divided into one thousand nine hundred and ninety (1990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce vingt-quatrième jour de septembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
3693—39-2 C.-J. SIMARD.

Dated from the office of the Provincial Secretary,
this twenty fourth day of September, 1918.

C. J. SIMARD,
3694—39-2 Assistant Provincial Secretary.

" N. Lapointe, fils, limitée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de septembre 1918, constituant en corporation MM. Anthime Fortin, avocat ; J.-Arthur Couture et Norbert Brunet, notaires ; Bella Gilbert et Fabiola Perron, sténographes ; tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce en gros et en détail des fruits, légumes, provisions et produits de toutes sortes, épiceries, grains, foin, céréales, bois, charbon et toutes sortes de comestibles et de combustibles, soit comme principaux, soit comme agents à commission ou autrement ;

Faire tout autre genre de commerce ou exploiter toute autre industrie, soit en qualité de manufacturiers, d'importateurs, d'exportateurs ou de marchands ayant ou pouvant avoir quelque relation avec le genre d'affaires plus haut décrit ;

Acquérir à ces fins tout fonds de commerce, place d'affaires, clientèle, raison sociale en existence, dette de livres de toute entreprise ;

Devenir possesseurs, propriétaires d'actions de toute autre compagnie ou de tout syndicat et se joindre avec toute organisation ou compagnie commerciale ;

Emettre des actions acquittées de la compagnie pour tenir lieu de paiement de propriété meuble ou immeuble, services rendus ou à rendre ;

Les pouvoirs spécifiés dans les diverses sections plus haut ne seront en aucune façon restreints par les termes d'aucune autre section ou d'aucune autre clause de la présente charte, sous le nom de "N. Lapointe, fils, limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00), chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce vingt-cinquième jour de septembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
3695—39-2 C.-J. SIMARD.

" N. Lapointe, fils, limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of September, 1918, incorporating Anthime Fortin, advocate ; J.-Arthur Couture and Norbert Brunet, notaries ; Bella Gilbert and Fabiola Perron, stenographers ; all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on a wholesale and retail business in fruit, vegetables, provisions and products of all kinds, groceries, grain, hay, wood, coal and all kinds of edibles and combustibles either as principals, commission agents or otherwise ;

To carry on any other kind of business or exploit any other industry either as manufacturers, importers, exporters or merchants having or capable of having any relation to the kind of business above described ;

To acquire for such purposes any stocks in trade, places of business, custom, going concerns, book debts of any undertaking ;

To become holders, owners of the shares of any other company or any other syndicate and amalgamate with any commercial organization or company ;

To issue paid up shares of the company in payment for moveable or immoveable property, services rendered or to be rendered ;

The powers specified in the various above sections shall in no wise be restricted by the terms of any other section or any other clause of this charter, under the name of "N. Lapointe, fils, limitée," with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of September, 1918.

C.-J. SIMARD,
3696—39-2 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

1234-18.

Québec, 20 septembre 1918.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en date du 19 septembre, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Paul-de-Joliette, la partie est du lot No 426 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul-de-Joliette, laquelle partie dudit lot No 426 est bornée comme suit : au nord par la rue Manseau, au sud par la rue Notre-Dame, et à l'ouest par la limite actuelle de la ville de Joliette, et de l'annexer à la municipalité scolaire de la ville de Joliette.

3681

1234-18.

Quebec, 20th September, 1918.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 19th September, to detach from the school municipality of Saint-Paul-de-Joliette, the east part of the lot No. 426 of the official cadastre of the parish of Saint-Paul-de-Joliette, which part of said lot No. 426 is bounded as follows : on the north by Manseau street, on the south by Notre-Dame street, and on the west by the present limit of the town of Joliette, and to annex it to the school municipality of the town of Joliette.

3682

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montmagny, Cour supérieure, No 319. Dame Anna Langlois, de la paroisse de Saint-Raphael, épouse commune en biens de François Bélanger, ci-devant du même lieu, et maintenant de lieux inconnus, a institué, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre son dit époux.

Le procureur de la demanderesse,
REAL LAVERGNE.
Montmagny, le 20 septembre 1918. 3663 -39-5

Cour supérieure, district de Saint-François, No 836. Dame Clara Beaulieu, dûment autorisée aux fins des présentes, épouse commune en biens de Philias Poulin, charretier, de la cité de Sherbrooke, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

Le procureur de la demanderesse,
LIONEL FOREST.
Sherbrooke, 25 septembre 1918. 3665 -39-5

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1953. Dame Lena-Caroline Kendall, de la ville de Montréal-Ouest, dans le district de Montréal, épouse de Lachlan-Wallace McArthur, du même lieu, gérant, demanderesse ; vs ledit Lachlan-Wallace McArthur, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, le 17 septembre 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
HENEKER, CHAUVIN & WALKER.
Montréal, 25 septembre 1918. 3667-39-5

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montmagny, Superior Court, No. 319. Dame Anna Langlois, of the parish of Saint Raphael, wife common as to property of François Belanger, formerly of the same place, and now of unknown places, has, this day, instituted an action for separation as to property and as to bed and board against her said husband.

REAL LAVERGNE,
Attorney for plaintiff.
Montmagny, 20th September, 1918. 3664-39-5

Superior Court, district of Saint Francis, No. 836. Dame Clara Beaulieu, duly authorized *aux fins des présentes*, wife common as to property of Philias Poulin, carter, of the city of Sherbrooke, said district, has instituted, this day, an action in separation as to property against her said husband.

LIONEL FOREST,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 25th September, 1918. 3666-39-5

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1953. Dame Lena-Caroline Kendall, of the town of Montreal-West, in the district of Montreal, wife of Lachlan-Wallace McArthur, of the same place, manager, plaintiff ; vs the said Lachlan-Wallace McArthur, defendant.

An action in separation as to property has been taken against the defendant, on September, 17th, 1918.

HENEKER, CHAUVIN & WALKER,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 25th September, 1918. 3668-39-5

Faillite—Avis de

Province de Québec, district de Montréal, No 110. Dans l'affaire de: Emile Duchesneau, insolvable, 799 rue Sainte-Catherine ouest, Montréal.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 14 octobre, 1918.

Toute contestation de tel dividende devra être déposée entre nos mains avant cette date.

Les curateurs,
J.-A. BENOIT,
L.-T.-B. de GROSBOIS.
Bâtisse La Sauvegarde,
92 rue Notre-Dame-est.
Montréal, 23 septembre 1918. 3697

Province de Québec, district de Saint-François, No 14. Cour supérieure. *In re* : Lenoir Store, Reg'd., (J Schwartz), Sherbrooke, Qué.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende amendé a été préparé dans cette affaire, sujet à objection jusqu'au 11 octobre, 1918, après laquelle date le dividende sera payable au bureau du soussigné.

Les curateurs conjoints,
W.-G. FINLAYSON,
GEO. GARDINER,
Bureau de Finlayson & Gardiner,
924 Edifice "Power", Craig-Ouest.
Montréal, 26 septembre 1918. 3699

Notice of Bankruptcy

Province of Quebec. District of Montreal, No. 110. In the matter of: Emile Duchesneau, insolvent, 799 Sainte Satherine west, Montreal.

A first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at our office on or after the 14th October, 1918.

Any contestation of such dividend must be filed with us before the aforesaid date.

J.-A. BENOIT,
L.-T.-B. de GROSBOIS,
Curators.
"La Sauvegarde" Building,
92 Notre Dame street East.
Montreal, 23rd September, 1918. 3698

Province of Quebec, district of Saint Francis, No. 14. Superior Court. *In re* : Lenoir's Store Reg'd. (J. Schwartz) Sherbrooke, Qué.

Notice is hereby given that an amended first and final dividend has been prepared in the above matter which will be open to objection until 11th October, 1918, after which date dividend will be payable at the office of the undersigned.

W.-G. FINLAYSON,
GEO. GARDINER,
Joint Curators.
Office of : Finlayson & Gardiner,
924 Power Building, Craig Street West.
Montreal, 26th September, 1918. 3700

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS ; SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Tarif des annonces :
Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.
Gazette officielle, par exemp., 25c.
Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW; OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are :
First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.
Official Gazette, 25 cents per single number.
Slips, 65 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

L'imprimeur du Roi,
E.-E. CINQ-MARS.

E.-E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

3205

Government House.
Quebec, 4th April, 1914.

3206

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 39.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 39.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Beaulieu vs Poulin.....	2070
" Caulfield vs Simms.....	2048
" Cohen vs Solwey.....	2048
" Faulkner vs Napp.....	2047
" Gagnon vs Morache.....	2049
" Gilbert vs Bouchard.....	2048
" Guilbault vs Mongeau.....	2049
" Kendall vs McArthur.....	2070
" Labrie vs Marois.....	2048
" Langlois vs Bélanger.....	2070
" McMillan vs Cooper.....	2047
" Nichola vs Nossif.....	2047
" Radkin vs Zarachoff.....	2049
" St-Cyr vs Lamontagne.....	2048
" Ste. Marie vs Ste. Marie.....	2048

Dme Beaulieu vs Poulin.....	2070
" Caulfield vs Simms.....	2048
" Cohen vs Solwey.....	2048
" Faulkner vs Napp.....	2047
" Gagnon vs Morache.....	2049
" Gilbert vs Bouchard.....	2048
" Guilbault vs Mongeau.....	2049
" Kendall vs McArthur.....	2070
" Labrie vs Marois.....	2048
" Langlois vs Bélanger.....	2070
" McMillan vs Cooper.....	2047
" Nichola vs Nossif.....	2047
" Radkin vs Zarachoff.....	2049
" St-Cyr vs Lamontagne.....	2048
" Ste. Marie vs Ste. Marie.....	2048

ANNONCEURS, avis aux..... 2071

ADVERTISERS, notice to..... 2071

ASSEMBLÉE :—

Compagnie du chemin de fer Québec-Central..... 2049

AVIS DIVERS :—

Cour d'Echiquier du Canada..... 2049

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Contribuables de la paroisse Saint-Jean-des-Piles..... 2045
Macdonald (Dme) Helen-Margaret-Ryan 2045
Syndics de la paroisse Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue..... 2044

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Joliette et St-Paul-de-Joliette..... 2069

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Firemen's Insurance Co of Newark..... 2047
La Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Elzéar-de-Beauce..... 2046
La Cie d'assurance mutuelle contre le feu, La Nationale..... 2045
La Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Roch-d'Orford. 2046
Lumbermen's Underwriting Alliance.... 2046
Mrs Iles Soldiers Committee..... 2046

FAILLITES—AVIS DE :—

Bégin, dividende..... 2051
Dechène & Cie, dividende..... 2051
Dubés, cession..... 2051
Duchesneau, dividende..... 2070
Forman & Sons, dividende..... 2050
Lenoir's Store, Reg'd..... 2070
Millette, dividende..... 2051
Napp, nom. de curateurs..... 2050
Pagé, nom. de curateur..... 2051
Rabinovitch, nom. de curateurs..... 2051
Robinson, nom. de curateurs..... 2050
Universal Pants Mfg. Co., dividende..... 2050

LETTRES PATENTES :—

Canadian Graphophone Coy. Ltd..... 2037
Club Iberville, ltée..... 2038
General Transfer, Incorp..... 2037
Harricana Lumber Mills Co, Ltd..... 2042
Le Matin, Limitée..... 2068
N. Lapointe, fils, limitée..... 2069
Quebec Elevator & Milling, Ltd..... 2042
Scierie Degrosbois, ltée..... 2038
Tidewater Realities, Ltd..... 2040
Transactions, Ltd..... 2039

MINUTES DE NOTAIRES :—

En faveur de A.-J.-O. Bergeron..... 2052
En faveur de Gabriel-Albert Terrault.. 2052

NOMINATIONS :—

Juges de paix:—Beauce; Chicoutimi... 2035

ORDRE DE COUR :—

Les Quatre Saisons de Rimouski vs Toc-kell..... 2052
Versailles, Vidricaire & Boulais, Ltée, vs Lefebvre..... 2052

MEETING :—

Quebec Central Railway Coy..... 2049

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Exchequer Court of Canada..... 2049

APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

Ratepayers of the parish of Saint-Jean-des-Piles..... 2045
Macdonald (Dme) Helen-Margaret-Ryan 2045
Trustees of the parish Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue..... 2044

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Joliette and St-Paul-de-Joliette..... 2069

TREASURY DEPARTMENT :—

Firemen's Insurance Co of Newark..... 2047
La Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Elzéar-de-Beauce..... 2046
La Cie d'assurance mutuelle contre le feu, La Nationale..... 2045
La Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Roch-d'Orford. 2046
Lumbermen's Underwriting Alliance.... 2046
Mrs Iles Soldiers Committee..... 2046

BANKRUPT NOTICES :—

Bégin, dividend..... 2051
Dechène & Cie, dividend..... 2051
Dubés, assignment..... 2051
Duchesneau, dividend..... 2070
Forman & Sons, dividend..... 2050
Lenoir's Store, Reg'd..... 2070
Millette, dividend..... 2051
Napp, curators' appt..... 2050
Pagé, curato'rs appt..... 2051
Rabinovitch, curators' appt..... 2051
Robinson, curators' appt..... 2050
Universal Pants Mfg. Co., dividend..... 2050

LETTERS PATENT :—

Canadian Graphophone Coy. Ltd..... 2037
Club Iberville, ltée..... 2038
General Transfer, Incorp..... 2037
Harricana Lumber Mills Co, Ltd..... 2042
Le Matin, Limitée..... 2068
N. Lapointe, fils, limitée..... 2069
Quebec Elevator & Milling, Ltd..... 2042
Scierie Degrosbois, ltée..... 2038
Tidewater Realities, Ltd..... 2040
Transactions, Ltd..... 2039

NOTARIAL MINUTES :—

In favor of A.-J.-O. Bergeron..... 2052
In favor of Gabriel-Albert Terrault..... 2052

APPOINTMENTS :—

Jutices of the peace:—Beauce; Chicoutimi 2035

ORDER OF COURT :—

Les Quatre Saisons de Rimouski vs Toc-kell..... 2052
Versailles, Vidricaire & Boulais, Ltée, vs Lefebvre..... 2052

PROCLAMATIONS :—

Canton Nédélec.....	2065
La municipalité d'Authier.....	2035
Municipalité de la partie Est des cantons de La-Reine et Desmeloizes.....	2064

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES :—

Trois-Rivières (cité de).....	2053
-------------------------------	------

VENTES PAR LES SH RIFFS :—

ARTHABASKA :—

La corporation de la ville de Black-Lake vs Hamel.....	3055
La corporation de la ville de Black-Lake vs Henri.....	2054

CHICOUTIMI :—

La ville de Chicoutimi vs Bouchard.....	2055
-----------------------------------------	------

GASPÉ :—

Lafleur vs M�tievier.....	2056
---------------------------	------

IBERVILLE :—

Harbec vs Fréchette.....	2056
--------------------------	------

MONTCALM :—

Richard <i>et al</i> vs Dureault.....	2056
---------------------------------------	------

MONTRÉAL :—

Bastien vs Gibouveau <i>et al</i>	2059
Boismenuie (Delle) vs Morin.....	2058
La Banque d'Hochelega vs L'Allemand.....	2058
La cité de Verdun vs Hébert.....	2059
Porteous vs Martin.....	2057
Therrien vs Beauchemin <i>et al</i>	2059
The Trust & Loan Coy of Canada vs Courville.....	2057

NICOLET :—

Poisson vs Dme Levasseur.....	2060
-------------------------------	------

QUÉBEC :—

Beaudoin (Delle) vs Vézina.....	2061
Buteau vs Guay.....	2062
Chabot <i>�s ql</i> vs St. Laurent <i>�s ql</i>	2061
La cité de Québec vs Dme Trudel.....	2060

SAINT-FRANCOIS :—

Lovell vs Boucher.....	2062
------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES :—

Houde vs Fisette <i>et al</i>	2063
-------------------------------------	------

PROCLAMATIONS :—

Township Nédélec.....	2065
The municipality of Authier.....	2035
Municipality of the East part of the town- ship of La-Reine vs Desmeloizes.....	2064

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—

Three Rivers (city of).....	2053
-----------------------------	------

SHERIFFS' SALES :—

ARTHABASKA :—

The corporation of the town of Black- Lake vs Hamel.....	2055
The corporation of the town of Black- Lake vs Henri.....	2054

CHICOUTIMI :—

The town of Chicoutimi vs Bouchard.....	2055
-----------------------------------------	------

GASPÉ :—

Lafleur vs M�tievier.....	2056
---------------------------	------

IBERVILLE :—

Harbec vs Fréchette.....	2056
--------------------------	------

MONTCALM :—

Richard <i>et al</i> vs Dureault.....	2056
---------------------------------------	------

MONTREAL :—

Bastien vs Gibouveau <i>et al</i>	2059
Boismenuie (Delle) vs Morin.....	2058
La Banque d'Hochelega vs L'Allemand.....	2058
The city of Verdun vs Hébert.....	2059
Porteous vs Martin.....	2057
Therrien vs Beauchemin <i>et al</i>	2059
The Trust & Loan Coy of Canada vs Courville.....	2057

NICOLET :—

Poisson vs Dme Levasseur.....	2060
-------------------------------	------

QUEBEC :—

Beaudoin (Delle) vs Vézina.....	2061
Buteau vs Guay.....	2062
Chabot <i>�s ql</i> vs St. Laurent <i>�s ql</i>	2061
The city of Quebec vs Dme Trudel.....	2060

SAINT FRANCIS :—

Lovell vs Boucher.....	2062
------------------------	------

THREE RIVERS :—

Houde vs Fisette <i>et al</i>	2063
-------------------------------------	------

